



*Le Groupe BANK OF AFRICA
a **confiance**
en l'avenir de l'Afrique.*



Côte d'Ivoire

2008 - RAPPORT ANNUEL / ANNUAL REPORT



GRUPE BANK OF AFRICA

BANK OF AFRICA - CÔTE D'IVOIRE

Le Groupe BANK OF AFRICA croit en l'avenir de l'Afrique et y contribue.

Les Banques du Groupe BOA facilitent la scolarisation des enfants grâce à des services adaptés.

Elles sont attentives aux nouvelles générations en proposant des produits spécifiquement conçus pour accompagner leurs premiers pas dans la vie active.

Continuellement, de nouveaux produits sont imaginés pour accompagner la jeunesse africaine dans ses projets.

Chaque année, depuis plus de 25 ans, le Groupe embauche et forme de jeunes diplômés, dont certains sont aujourd'hui les plus hauts Responsables de ses Banques.

Depuis 12 ans, la Fondation BANK OF AFRICA mène des actions dans le milieu scolaire, notamment pour améliorer les conditions de vie des enfants les plus défavorisés.

The BANK OF AFRICA Group believes in and contributes to Africa's future.

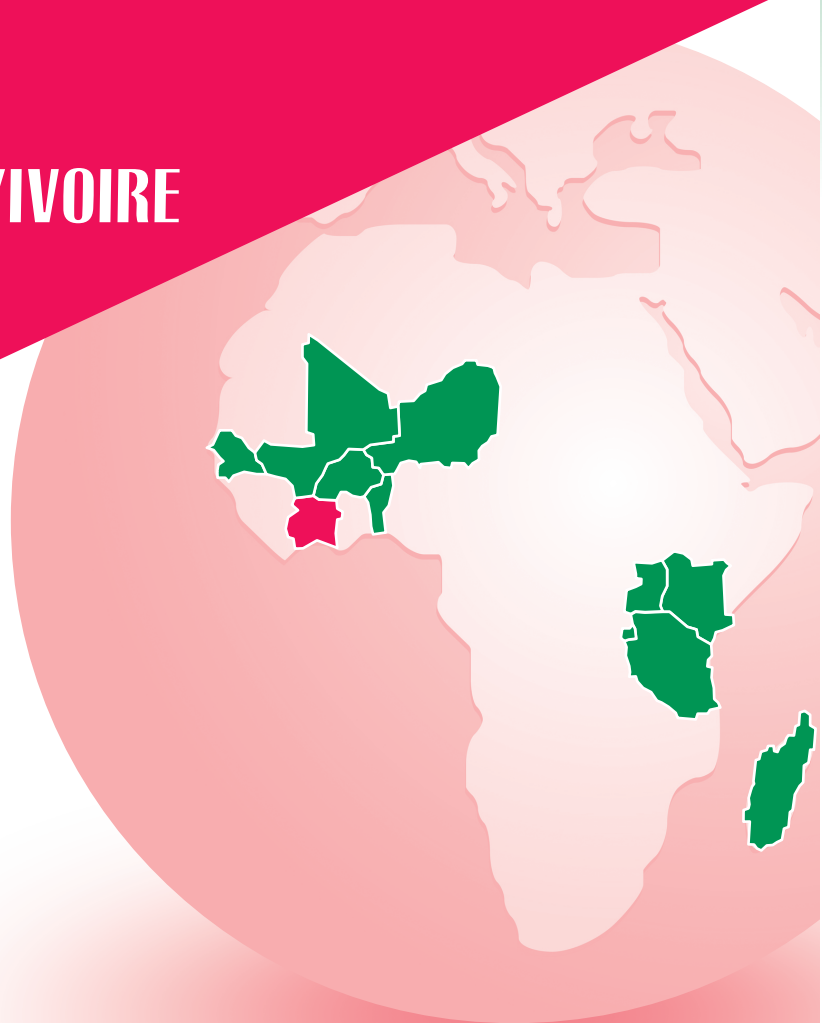
The Banks in the BOA Group contribute to children's education through their tailored services.

They see to the needs of the younger generation by offering products specifically designed to accompany their early steps in life.

New products are continuously being created to accompany Africa's young people in their projects.

Every year for over 25 years the Group has hired and trained young graduates, some of whom now occupy positions of the highest responsibility in its Banks.

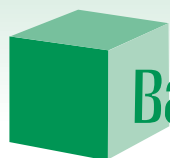
For the past 12 years, the BANK OF AFRICA Foundation has promoted initiatives in schools that aim in particular to improve the living conditions of the most disadvantaged children.



Sommaire

Table of contents

Introduction <i>Introduction</i>		Conseil d'Administration, Capital 12 <i>Board of Directors, Board of Advisers, Capital</i>
Banques et Filiales du Groupe en 2008 1 <i>Group Banks and Subsidiaries in 2008</i>		Rapport du Conseil d'Administration 13 <i>Board of Directors' report</i>
Les points forts du Groupe 2 <i>Group strong points</i>		Rapports des Commissaires aux Comptes Rapport Général 22 Rapport Spécial 25 <i>(French only)</i>
Produits et Services disponibles 4 <i>(French only)</i>		Bilan et Compte de Résultat 29 <i>Balance sheet and Income statement</i>
Le mot du Directeur Général 6-7 <i>Message from the Managing Director</i>		Résolutions 36 <i>Resolutions</i>
Faits marquants 8 Chiffres-clés 9 <i>Key facts and figures</i>		Annexes 38 <i>(French only)</i>
Engagements citoyens de la Banque 10 <i>(French only)</i>		



Banques et Filiales du Groupe en 2008

Group Banks and Subsidiaries in 2008

11 BANQUES COMMERCIALES

11 COMMERCIAL BANKS

BOA-BÉNIN	9 ◆ Cotonou	8 ▲ Azové, Abomey-Calavi, Bohicon, Dassa-Zoumé, Djougou, Parakou, Porto-Novo, Ouando (Porto-Novo).
BOA-BURKINA FASO	7 ◆ Ouagadougou	5 ▲ Bobo-Dioulasso, Fada, Koudougou, Koupéla, Pouytenga.
BOA-CÔTE D'IVOIRE	9 ◆ Abidjan	2 ▲ Bouaké, San Pedro.
BOA-KENYA	4 ◆ Nairobi	3 ▲ Kisumu, Mombasa, Thika.
BOA-MADAGASCAR	14 ◆ Antananarivo	41 ▲ Réparties sur l'ensemble du territoire / <i>Spread over the whole country.</i>
BOA-MALI	7 ◆ Bamako	6 ▲ Kayes, Koulikoro, Koutiala, Nioro du Sahel, Segou, Sikasso. 2 ▲ Morila (Sikasso), Sadiola (Kayes). 1 ● Paris.
BOA-NIGER	4 ◆ Niamey	6 ▲ Agadez, Dosso, Gaya, Maradi, Tahoua, Tillabéri.
BOA-SÉNÉGAL	8 ◆ Dakar	3 ▲ Ngor, Saly Portudal, Touba.
BOA BANK-TANZANIA	5 ◆ Dar es Salaam	2 ▲ Arusha, Mwanza.
BOA-UGANDA	7 ◆ Kampala	5 ▲ Arua, Jinja, Lira, Mbale, Mbarara.
BCB (BANQUE DE CRÉDIT DE BUJUMBURA)	3 ◆ Bujumbura	9 ▲ Gihofi, Giteba, Kayanza, Kirundo, Muyinga, Ngozi, Rumonge, Rugombo, Ruyigi.
GIE GROUPE BANK OF AFRICA	1 ● Paris	

1 BANQUE DE L'HABITAT

1 HOUSING FINANCE BANK

BANQUE DE L'HABITAT DU BÉNIN 1 ◆ Cotonou

3 SOCIÉTÉS DE CRÉDIT-BAIL

3 LEASE FINANCE COMPANIES

ÉQUIPBAIL-BÉNIN	● Cotonou
ÉQUIPBAIL-MADAGASCAR	● Antananarivo
ÉQUIPBAIL-MALI	● Bamako

1 SOCIÉTÉ DE BOURSE

1 FIRM OF STOCKBROKERS

ACTIBOURSE ● Cotonou 1 ● Abidjan : bureau de liaison / *Liaison office.*

2 SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT

2 INVESTMENT COMPANIES

AGORA	● Abidjan
ATTICA	● Cotonou

1 FILIALE INFORMATIQUE

1 INFORMATION TECHNOLOGY SUBSIDIARY

AISSA ● Cotonou

◆ Agences/Branches ▲ Agences régionales/Regional branches ▲ Bureau de proximité/Local branch

● Siège social/Head office ● Bureau de représentation ou de liaison/Representative office or liaison office

Les points forts du Groupe

Group strong points

- **La qualité du service offert à la clientèle** / *Quality of customer service*
- **Le dynamisme et la disponibilité des hommes** / *Dynamism and availability of staff*
- **La solidité financière** / *Financial solidity*
- **la cohésion du réseau** / *Cohesive network*
- **La diversité des financements proposés** / *A wide range of financing solutions*
- **L'expertise en ingénierie financière** / *Expertise in financial engineering*
- **La puissance des partenaires** / *Strong partners*

Un réseau puissant

- Plus de 2 600 personnes à votre service.
- Des participations importantes dans plusieurs sociétés d'assurance-vie.
- Plus de 170 sites d'exploitation et de production dédiés, sur 12 pays, hors partenaires associés.
- Un parc de Guichets Automatiques Bancaires et de Terminaux de Paiement Électronique en expansion continue.
- Plus de 600 000 comptes bancaires.

Une offre étendue et diversifiée

- Une gamme complète de produits bancaires et financiers.
- Une offre attractive en matière de contrats d'assurance-vie.
- Des solutions adaptées à tous les problèmes de financement.
- Une ingénierie financière performante.

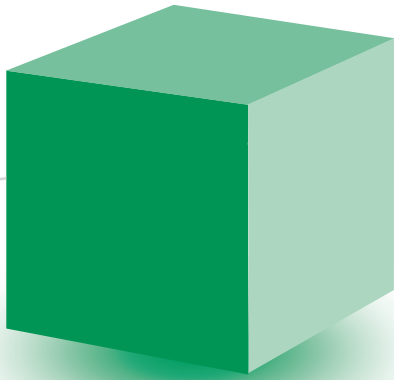
Des partenaires stratégiques

Dont :

- la BANQUE MAROCAINE DU COMMERCE EXTÉRIEUR (BMCE BANK),
- PROPARCO,
- la SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE (SFI - GROUPE BANQUE MONDIALE),
- la BANQUE OUEST AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BOAD),
- la SOCIÉTÉ FINANCIÈRE NÉERLANDAISE POUR LE DÉVELOPPEMENT (FMO),
- la SOCIÉTÉ BELGE D'INVESTISSEMENT POUR LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT (BIO),
- et le fonds d'investissement AUREOS.

Une expérience africaine unique

- Un développement continu depuis près de 30 ans.



CHIFFRE D'AFFAIRES DU GROUPE EN 2008

Group total turnover in 2008

± 235 millions €

A strong network

- *More than 2,600 people, at your service.*
- *Major holding in several life insurance companies.*
- *More than 170 dedicated operating and production sites in 12 countries, excluding affiliated partners.*
- *A continuously expanding fleet of Automated Teller Machines and Electronic Payment Terminals.*
- *Over 600,000 bank accounts.*

A wide and varied offer

- *Full range of banking and financial services.*
- *Attractive range of life insurance policies.*
- *Tailored solutions for all financing issues.*
- *Successful financial engineering.*

Strategic partners

Including:

- *BANQUE MAROCAINE DU COMMERCE EXTÉRIEUR (BMCE BANK),*
- *PROPARCO,*
- *INTERNATIONAL FINANCE CORPORATION (IFC - WORLD BANK GROUP),*
- *WEST AFRICAN DEVELOPMENT BANK (BOAD),*
- *NETHERLANDS DEVELOPMENT FINANCE COMPANY (FMO),*
- *BELGIUM INVESTMENT COMPANY FOR DEVELOPING COUNTRIES (BIO),*
- *and investment fund AUREOS.*

Unique experience in Africa

- *Continuous development for almost 30 years.*

Produits et services disponibles

RÉSEAU FRANCOPHONE BANK OF AFRICA

BOA-CÔTE D'IVOIRE



Assurances

Assurance Études
Assurance Prévoyance
Assurance Retraite

Comptes

Compte à Vue "Compte Chèque" ■
Compte Devises
Compte Elite
Compte Jeunes

Épargne

Bons de Caisse ■
Bons du Trésor par Adjudication
Compte Épargne ■
Compte Épargne Elite
Dépôt à Terme ■
Plan Épargne Éducation
Plan Épargne Logement
Plan Épargne Pèlerinage

Monétique

Carte SÉSAME ■
Carte VISA LIBRA ■
Carte VISA PROXIMA ■
Carte VISA Prépayée TUCANA
Cash Advance MASTERCARD

Multimédia

B-Phone - B-SMS ■
B-Web ■

Prêts

Avance ■
Avance Tabaski
Découvert Autorisé ■
Microfinance
Prêt Collectif
Prêt Consommation ■
Prêt Équipement ■
Prêt Etudiant 2iE
Prêt Événements Familiaux
Prêt Habitation
Prêt Immobilier ■
Prêt Informatique
Prêt Personnel
Prêt Première Installation
Prêt Rechargeable
Prêt Scolarité ■
Prêt Véhicule

Services aux entreprises

Large choix de produits et services à destination des grandes entreprises, PME/PMI, associations, institutions et des professions libérales. ■

Transferts et change

Change Manuel "En Euro" ■
Chèques de Voyage
Transfert Flash ■
Western Union ■

Services Associés

Chèque de Banque ■
Recharge de Téléphone Électronique ■



Monétique

Multimédia

Prêts



Services aux entreprises


Transferts et change

Services Associés



Rapport Annuel Activité
Annual Report

2008



Un enfant naît. Ce que sera sa vie
dépend de lui, comme de tout ce qui l'entoure.
*A child is born. What their life becomes will depend on them,
and their whole environment.*

Le mot de la Directrice Générale

Message from the Managing Director



La situation sociopolitique de la Côte d'Ivoire au cours de l'année 2008 connaît une sensible amélioration, laissant espérer un retour définitif à la stabilité. En effet, bien que l'application concrète des accords de Ouagadougou rencontre quelques difficultés sur le terrain, le processus de sortie de crise n'en semble pas moins bien engagé. Ainsi, des projets tels que l'unification des caisses de l'État ou encore le redéploiement de ses agents sur toute l'étendue du territoire sont en passe de devenir une réalité.

Les partenaires au développement renouent les uns après les autres avec l'État de Côte d'Ivoire, signe d'une confiance renouvelée. Celui-ci s'apprêterait même à bénéficier d'un accord de réduction de dette lié aux états classés dans le programme d'Initiative des Pays Pauvres Très Endettés (PPTÉ), ce qui lui permettrait d'apurer enfin l'importante dette intérieure accumulée vis-à-vis des entreprises locales et, ce faisant, d'injecter de l'argent frais dans le tissu économique ivoirien.

Malgré ce contexte difficile, le total du bilan de la BANK OF AFRICA - CÔTE D'IVOIRE (BOA-CÔTE D'IVOIRE) ressort à 208 milliards de F CFA au 31 décembre 2008 contre 179 milliards de F CFA à fin 2007, soit une progression de 16 %.

Les ressources mobilisées auprès de la clientèle ont progressé de 14 % pour atteindre 115,6 milliards de F CFA en 2008. Cette performance a permis à la Banque de poursuivre l'amélioration de sa part de marché au sein du système bancaire ivoirien, celle-ci atteignant 7,9 % en 2008.

L'activité de crédit reste soutenue, traduisant l'engagement de la BOA-CÔTE D'IVOIRE dans le financement de l'économie du pays. Le volume des engagements enregistre un accroissement de 21 % par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 151,7 milliards de F CFA en 2008.

Les produits d'exploitation ont connu une forte augmentation de 23,5 %, passant de 14,2 milliards de F CFA en 2007 à

The social and political situation in Côte d'Ivoire improved considerably in 2008, heralding a return to permanent stability. Although concrete implementation of the Ouagadougou agreement has come up against some difficulties in the field, the process to overcome the crisis would appear to be under way. Projects such as unification of the State treasury and deploying state agents throughout the country are on the point of becoming a reality.

Development partners are gradually resuming relations with Côte d'Ivoire, a sign of renewed confidence. The country is also about to benefit from an agreement for the reduction of public debt from countries belonging to the Heavily Indebted Poor Countries (HIPC) programme, which would enable it to settle its large domestic debt accumulated with local enterprises, and inject new money into the national economy.

Despite this difficult backdrop, total assets of the BANK OF AFRICA - CÔTE D'IVOIRE (BOA-CÔTE D'IVOIRE) reached CFAF 208 billion on 31 December 2008 compared to CFAF 179 billion at end 2007, an increase of 16%.

Total customer liabilities grew by 14% in 2008 and amounted to CFAF 115.6 billion. This result enabled the Bank to continue to improve its market share, which stood at 7.9% in 2008, in the Côte d'Ivoire banking system.

Credit activity was sustained and confirmed BOA-CÔTE D'IVOIRE's commitment to funding the country's economy. Commitments recorded 21% growth compared to the previous fiscal year and stood at CFAF 151.7 billion in 2008.



Nous faisons partie de cet entourage.

We are part of this environment.

© Jean Dalban

17,5 milliards de F CFA en 2008, grâce aux intérêts perçus sur les crédits accordés à la clientèle.

Le développement de l'activité de la Banque s'est accompagné d'un accroissement de 32,8 % des coûts d'exploitation, totalisant globalement 12,9 milliards de F CFA en 2008. Cette évolution résulte notamment de la forte progression des charges sur les opérations de trésorerie et interbancaires, du fait de la multiplication des crédits en syndication dans le Groupe BANK OF AFRICA.

Les dotations et les charges exceptionnelles se chiffrent à 4 milliards de F CFA, en accroissement de 32 % par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'augmentation des dotations aux provisions sur créances douteuses et litigieuses, constituées dans le cadre de la poursuite de l'assainissement du portefeuille qui a subi les effets de la dégradation de l'environnement économique.

Malgré ces efforts d'assainissement, la rentabilité nette de la Banque s'est améliorée et le résultat net après impôt ressort bénéficiaire de 2,4 milliards de F CFA, en hausse de 12,4 % par rapport à l'exercice 2007.

En dépit d'une conjoncture économique particulièrement morose, la BOA-CÔTE D'IVOIRE montre une nouvelle fois sa capacité de résistance en affichant un résultat honorable. Elle confirme aussi sa bonne notoriété et conforte la place qu'elle occupe grâce à la mobilisation et à la motivation de son personnel et de ses actionnaires qu'il faut ici remercier.

Lala MOULAYE
Directrice Générale

Operating income saw a significant increase of 23.5%, from CFAF 14.2 billion in 2007 to CFAF 17.5 billion in 2008, as a result of interest generated by customer loans.

Growth in the Bank's business was accompanied by a 32.8% rise in operating expenses, giving an overall total of CFAF 12.9 billion in 2008. This rise resulted from the sharp increase in expenses on treasury and interbank transactions, due to the increased volume of syndicated credit in the BANK OF AFRICA Group.

Provisions and exceptional expenses reached CFAF 4 billion, up 32% compared to the previous fiscal year, due to increased provisions for doubtful and litigious debts allocated to improve the quality of the portfolio, which had suffered from the effects of the deteriorating economic climate.

Despite these efforts, the Bank increased its net profitability and after corporate income tax, net income reached CFAF 2.4 billion, a rise of 12.4% compared to 2007.

BOA-CÔTE D'IVOIRE has posted satisfactory results, once again showing its capacity to withstand a particularly depressed economic situation. It has thus confirmed its good name and strengthened its position thanks to the commitment and motivation of its staff and shareholders whom we wish to thank.

Lala MOULAYE
Managing Director

Faits marquants exercice 2008

Key facts 2008



Janvier

- Participation aux Rencontres BANK OF AFRICA 2007 pour les Administrateurs du Groupe, à Bamako.

Mars

- Mise en place d'un prêt consorcial à court terme de 15 milliards de F CFA pour le Trésor Public de Côte d'Ivoire en vue de financer le processus de sortie de crise, avec arrangement et financement par le Groupe BANK OF AFRICA.

Mai

- Participation aux Rencontres BANK OF AFRICA 2008 pour les cadres du Groupe, à Kampala.
- Mise en place d'un prêt consorcial à long terme de 15 milliards de F CFA pour la filiale d'un grand groupe international implantée en Côte d'Ivoire (CIPREL), avec arrangement et financement par le Groupe BANK OF AFRICA.

Juin

- Nomination d'un Directeur Général Adjoint.
- Augmentation du capital social de la Banque, de 3,8 milliards à 4,5 milliards de F CFA.

Juillet

- Début de la campagne régionale « Prêt Scolarité » avec challenge entre six BANK OF AFRICA et leurs agences. La BOA-CÔTE D'IVOIRE remporte un prix spécial.

Octobre

- Obtention de l'agrément de teneur - compensateur de titres auprès de la BRVM et création d'un service dédié (2^e banque à obtenir cet agrément en Côte d'Ivoire).

Décembre

- Participation aux Rencontres BANK OF AFRICA 2008 pour les Administrateurs du Groupe, à Nairobi.
- Ouverture d'une nouvelle Agence à Abidjan, dans le quartier d'Adjamé.

January

- BANK OF AFRICA 2007 Meeting held in Bamako for Group Directors.

March

- The BANK OF AFRICA Group arranged and financed a short-term consortium loan of CFAF 15 billion for the Ivorian Treasury to help defeat the economic crisis.

May

- BANK OF AFRICA 2008 Meeting held in Kampala for senior officers of the Group.
- The BANK OF AFRICA Group arranged and financed a long-term consortium loan of CFAF 15 billion for the subsidiary of a major international company in Côte d'Ivoire (CIPREL).

June

- Appointment of a new Deputy Managing Director.
- Share capital increase from CFAF 3.8 billion to CFAF 4.5 billion.

July

- Start of the regional "School loans" campaign and contest between six BANK OF AFRICA banks and their branches. Special prize won by BOA-CÔTE D'IVOIRE.

October

- Accreditation as holder – clearing member on the Regional Stock Exchange and creation of a dedicated department (2nd bank to obtain this accreditation in Côte d'Ivoire).

December

- BANK OF AFRICA 2008 Meeting held in Nairobi for Group Directors.
- Opening of a new branch in the Adjamé district of Abidjan.



© Jean Dulban

Plus les enfants sont entourés, plus ils sont heureux.

The more these children are cared for, the happier they will be.

Activité

Dépôts clientèle *	115 579
Créances clientèle *	132 948

Résultat

Produit Net Bancaire *	9 977
Charges de fonctionnement *	5 058
Résultat Brut d'Exploitation *	4 466
Résultat Net *	2 400
Coefficient d'Exploitation (%)	55,23

Structure

Total Bilan *	208 647
Fonds Propres après répartition *	9 666
Fonds Propres/Total Bilan (%)	4,63
Effectif moyen pendant l'exercice	151

Au 31/12/2008
(*) En millions de F CFA

Activity

Deposits *	115,579
Loans *	132,948

Income

Operating income *	9,977
Operating expenses *	5,058
Gross operating profit *	4,466
Net income *	2,400
Operating ratio (%)	55.23

Structure

Total Assets *	208,647
Shareholders' equity after distribution *	9,666
Shareholders' equity /Total assets (%)	4.63
Average number of employees	151

On 31/12/2008
(*) In CFAF millions

Plus les enfants sont heureux,
plus ils s'épanouissent.
The happier they are, the more they will thrive.

© Laurent Kappa

Engagements citoyens de la Banque

La BANK OF AFRICA - CÔTE D'IVOIRE (BOA-CÔTE D'IVOIRE) a orienté en 2008 ses actions de développement durable sur trois axes :

- la prise en compte des risques environnementaux et sociaux dans l'analyse et l'évaluation des crédits à la clientèle ;
- Le soutien permanent aux efforts de sortie de crise de l'État de Côte d'Ivoire et au secteur privé ;
- Les activités sociales du bureau local de la Fondation BANK OF AFRICA.



Enfants handicapés de la Page Blanche. Prestation des élèves de CM2 du village SOS.

Remise des cadeaux. © BOA



Environnemental

■ La prise en compte des risques environnementaux et sociaux dans l'évaluation des crédits accordés aux entreprises est inédite en Côte d'Ivoire. Cette mesure, récemment mise en place à la BOA-CÔTE D'IVOIRE, témoigne de la volonté de la Banque d'exprimer l'étendue de son engagement citoyen, notamment par ses préoccupations environnementales.

Économique

■ La contribution de la BOA-CÔTE D'IVOIRE au développement national se manifeste également par un appui marqué aux efforts d'assainissement du cadre macro-économique et de lutte contre la pauvreté entrepris par l'État de Côte d'Ivoire. Tout au long de l'année 2008, la BOA-CÔTE D'IVOIRE a ainsi apporté son soutien financier au Trésor Public, lui offrant ainsi la possibilité de financer les besoins de trésorerie de l'État et de réaliser certains travaux de réhabilitation d'infrastructures de base et d'équipements collectifs.

■ Dans le même cadre, des financements majeurs ont été structurés en faveur du secteur privé.

C'est le cas notamment d'un prêt à moyen terme à un opérateur privé du secteur de l'électricité, lui permettant en conséquence d'acquérir des équipements supplémentaires en vue d'augmenter ses capacités de production d'électricité dans le pays et de pallier ainsi le déficit de fourniture d'électricité en Côte d'Ivoire.

FONDATION BANK OF AFRICA

■ *Financement d'associations œuvrant pour l'éducation des enfants handicapés mentaux (AREA et Page Blanche).*

■ *Organisation d'un arbre de Noël pour les enfants du « village SOS » de la commune d'Abobo, à Abidjan, association prenant en charge des enfants de 2 à 12 ans déshérités et orphelins, en reproduisant le principe de la structure familiale villageoise.*



Conseil d'Administration / Board of Directors

Le Conseil d'Administration, de 10 membres, est actuellement composé comme suit :

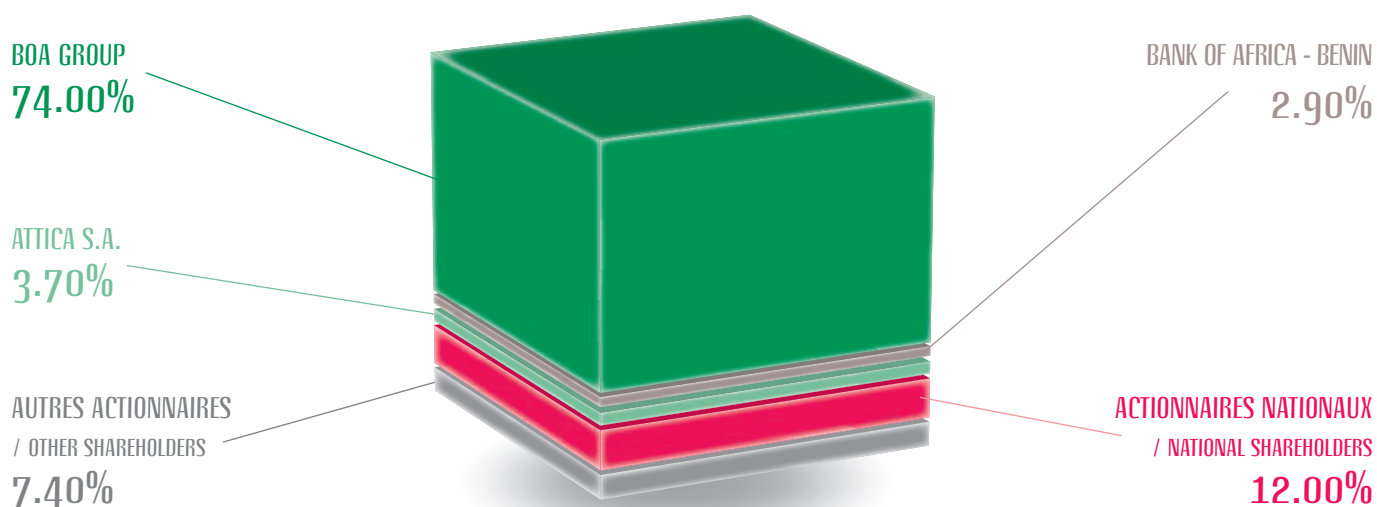
The Board of Directors is at present made up of the following 10 members:

- Paul DERREUMAUX, Président / Chairman
- BANK OF AFRICA - BENIN (BOA-BENIN) représentée par / represented by Benoît MAFFON
- SIDAM représentée par Tiemoko KOFFI
- STAMVIE représentée par / represented by Fructueux TETIALI
- Ousmane DAOU
- Léon NAKA
- Francis SUEUR
- Yawo Noël EKLO
- René FORMEY de SAINT LOUVENT
- Mamoun BELGHITI

Capital / Capital

Au 31 décembre 2008, la répartition du capital s'établit comme suit :

At 31 December 2008, the bank's capital was held as follows:



Rapport du Conseil d'Administration

à l'Assemblée Générale des actionnaires du 22 mai 2009

Report by the Board of Directors to the Annual General Meeting held on 22 May 2009



© Laurent Rappa

**Plus les enfants s'épanouissent,
plus ils réussissent leur vie.**

The more they thrive, the better they will succeed in life.

Le cadre économique & financier de l'exercice 2008

L'économie mondiale est durement frappée par une conjonction de crises financière, alimentaire et énergétique. La crise financière, née de la crise des crédits immobiliers aux États-Unis, s'est transformée en crise économique à travers la crise de confiance des banques et des ménages et la baisse de consommation de ces derniers. Par conséquent, la croissance économique mondiale ralentit nettement.

L'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a enregistré une croissance de 3,9 % en 2008 contre 3,3 % l'année précédente, grâce aux résultats globalement satisfaisants de la campagne agricole 2008/2009. Cependant, elle reste soumise à une inquiétante pression inflationniste, la plus élevée enregistrée ces dix dernières années. Le taux d'inflation s'établit à 7,6 % contre 2,4 % en 2007 en raison du renchérissement persistant des produits

Economic & financial trends during fiscal year 2008

The world economy has been hard hit by a conjunction of financial, food and energy crises. The financial crisis, brought about by the real estate credit crisis in the United States, has developed into an economic crisis due to a loss of confidence by banks and households, and the latter's reduced consumption. As a result, global economic growth has seen a distinct slowdown.

The West African Economic and Monetary Union (WAEMU) posted 3.9% growth compared to 3.3% the previous year, due to the overall satisfactory results of the 2008/2009 agricultural campaign. However, it is subject to inflationary pressure which is the highest recorded for the last ten years. The rate of inflation stands at 7.6% compared to 2.4% in 2007 as a result of the increasing cost of foodstuffs. In order to restrict the effect of inflation on the economy, the BCEAO raised its key rate on 16 August: the pension rate rose from 4.25% to 4.75% and the discount rate was set at 6.75%, up from the previous rate of 6.25%.

The gradual normalisation of the social and political situation in Côte d'Ivoire and the resumption of financial cooperation with development partners have led to increased confidence on behalf of economic players. Economic activity continued to improve in 2008 and growth rose 2.8% versus 1.5% in 2007, due to generally satisfactory expansion in different business sectors with the exception of the primary sector.

Rapport du Conseil d'Administration

Report by the Board of Directors

alimentaires. En vue de limiter l'effet inflationniste sur l'économie, la BCEAO a relevé, depuis le 16 août dernier, son taux directeur : le taux de pension est passé de 4,25 % à 4,75 % tandis que le taux d'escompte a été fixé à 6,75 % contre 6,25 % précédemment.



En Côte d'Ivoire, la normalisation progressive de la situation socio-politique et la reprise de la coopération financière avec les partenaires au développement ont permis un retour de la confiance des opérateurs économiques. L'activité économique a continué de s'améliorer en 2008 et la croissance a atteint 2,8 % contre 1,5 % en 2007, impulsée par les évolutions globalement satisfaisantes dans les différents secteurs d'activités, à l'exception du secteur primaire.

Le secteur agricole est marqué par la baisse des productions de café, de cacao, de coton, de l'ananas et de la banane respectivement à hauteur de 60 %, 12,9 %, 9,8 %, 28,3 % et 9,1 % en 2008. La régression du café et du cacao, en dépit du raffermissement des cours, est essentiellement imputable au vieillissement des vergers et aux perturbations intervenues au sein des structures de gestion de la filière, au cours du second semestre 2008. Toutefois, les productions d'anacarde et de caoutchouc enregistrent de bons résultats avec une augmentation respective de 24,6 % et 7,5 % par rapport à 2007. Cette évolution est attribuable à la fois à l'accroissement des surfaces de production, à l'amélioration des rendements et à l'embellie des cours.

Dans le domaine minier, la production du pétrole brut se replie de 5,6 % par rapport à 2007, du fait des travaux de forage additionnels effectués sur les puits, entraînant par moment des arrêts de productions. En revanche, l'extraction de l'or et la production du gaz enregistrent respectivement une hausse de 96,7 % et 4,6 % en 2008. La forte progression de la production

aurifère s'explique par les investissements réalisés dans le secteur qui a vu l'arrivée de nouveaux opérateurs.

Le secteur secondaire connaît un taux de croissance de 0,9 % à fin novembre 2008, tiré principalement par la branche « Textile » en progression de 7,2 % du fait de la bonne orientation de la demande de pagne WAX, la branche « Agroalimentaire » en hausse de 8,1 % profitant du redressement de la demande domestique, et les autres industries avec un regain de 25,1 %. De même, l'énergie électrique et le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP) ont contribué à l'augmentation de la production industrielle.

Le secteur tertiaire profite de la reprise des activités manufacturières et poursuit son dynamisme, en liaison avec le climat d'affaires favorable, suite à la mise en œuvre des Accords Politiques de Ouagadougou. Ainsi, les ventes de détail progressent de 14 % en 2008, tandis que les trafics maritime et aérien enregistrent respectivement une hausse de 2,7 % et 10,3 % par rapport à l'année précédente.

Au niveau du commerce extérieur, l'excédent commercial ressort à 873 milliards de F CFA, en hausse de 32,6 % par rapport à 2007, grâce à l'amélioration dans l'ensemble des cours des principales matières premières. Le taux de couverture des importations par les exportations s'établit à 125 %, en progression de 4 points par rapport à 2007.

L'inflation s'est établie à fin décembre 2008, à 6,3 % en moyenne annuelle, largement au dessus du seuil communautaire de 3 % maximum, contre 1,9 % en 2007. Cette poussée inflationniste est consécutive à la flambée des prix, notamment dans le domaine alimentaire et au niveau des matériaux de construction et des fonctions « logement, eau, électricité ». En glissement annuel, l'inflation s'est située à 8,9 % contre 1,5 % un an auparavant. Ces taux auraient été plus importants, n'eussent été les mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre la vie chère.



Les finances publiques à fin décembre 2008 sont marquées, d'une part, par un recouvrement satisfaisant des recettes fiscales, en progression de 158 milliards de F CFA du fait de la reprise de l'activité économique et, d'autre part, par un désengagement total de l'État vis-à-vis de la Banque Mondiale et partiel vis-à-vis de la BAD. Le solde budgétaire global ressort excédentaire de 13,1 milliards de F CFA contre un déficit de 78,2 milliards de F CFA en 2007. Cependant, des tensions de trésorerie ont conduit l'État à accumuler de façon importante des arriérés et à recourir au marché financier.

La situation monétaire à fin novembre 2008 se caractérise par une légère hausse de la masse monétaire qui provient de l'évolution différenciée de ses contreparties : une forte contraction des avoirs extérieurs nets de 15 % et un net accroissement du crédit intérieur de 9 %.

L'encours des crédits à l'économie s'est situé à 1 702,5 milliards de F CFA à fin novembre 2008, en progression de 11,2 % par rapport à fin décembre 2007, sous l'impulsion de l'accroissement des crédits ordinaires de 12,9 % en faveur des entreprises intervenant principalement dans les secteurs de l'agro-industrie et des télécommunications. Les crédits de campagne enregistrent un repli de 14,4 % à la même période, en raison du démarrage tardif des campagnes agricoles, notamment celles du cacao et du coton.

Le marché boursier de l'UEMOA, à l'instar de la plupart des marchés financiers internationaux, a terminé l'année 2008 en baisse. Son indice BRVM composite s'est replié de 10,67 % passant de 199,45 à 178,17 points en 2008. Quant au BRVM 10, il a cédé 14,57 % pour s'afficher à 192,08 points contre 224,85 en 2007. La capitalisation boursière de l'ensemble des sociétés cotées régresse également de 10,44 % à 3 337 milliards de F CFA contre 3 726 milliards de F CFA à fin 2007.

In 2008 the agricultural sector was marked by the fall in coffee, cocoa, cotton, pineapple and banana production by 60%, 12.9%, 9.8%, 28.3% and 9.1%, respectively. The fall in coffee and cocoa, despite the recovery in prices, is mainly due to ageing plantations and problems in the sector's management infrastructures during the second half of 2008. However, cashew nut and rubber production posted good results with growth of 24.6% and 7.5% respectively compared to 2007. This development is due to the expansion of production areas, increased yields and the rise in prices.

In the mining sector, the production of crude oil fell by 5.6% compared to 2007, due to additional boring work carried out on the wells which resulted in occasional shut-downs. However, gold extraction and gas production increased by 96.7% and 4.6% respectively in 2008. Strong growth in gold production is explained by investments made by new operators in the sector.

The secondary sector posted a 0.9% growth rate at end November, mainly driven by the textiles industry with 7.2% growth due to increased demand in wax fabrics, the agri-food industry, up 8.1% due to a rise in internal demand, and other industries which rose by 25.1%. Electrical power and the building and construction sector contributed to the rise in industrial production.

The tertiary sector benefitted from the recovery in manufacturing activities and continued to progress in a positive business climate, following the implementation of the Ouagadougou political agreement. Retail sales rose by 14% in 2008 while air and maritime traffic recorded growth of 2.7% and 10.3% respectively, compared to the previous year.

Regarding foreign trade, the trade surplus amounted to CFAF 873 billion, up 32.6% compared to 2007, as a result of the increase in the price of raw materials. The coverage rate of imports by exports came to 125%, a rise of 4 points compared to 2007.

Inflation reached 6.3% at end December 2008 as opposed to 1.9% in 2007, and largely overshoot the community threshold of 3% maximum. This growth in inflation follows the hike in prices, particularly in food products and construction materials, and housing, water, and electricity. Inflation stood at 8.9% year on year, compared with 1.5% a year ago. These rates would have been higher if the government had not taken measures to curb the rising cost of living.

At end December 2008, public finances were marked both by satisfactory tax revenues, up CFAF 158 billion as a result of renewed economic activity and by the total withdrawal of Côte d'Ivoire from the World Bank and partial withdrawal from the AfDB. The overall budgetary surplus amounted to CFAF 13.1 billion compared to a CFAF 78.2 billion deficit in 2007. However, cash shortages led the State to accumulate heavy arrears and fall back on the financial market.

The monetary situation at end November 2008 was characterised by a slight rise in money supply due to the contrasted development in its components: a sharp 15% decline in net external assets and 9% net growth of domestic credit.

Rapport du Conseil d'Administration

Report by the Board of Directors

L'équipe de la comptabilité à Abidjan.
Accounting department in Abidjan. © BOA

Ces contre-performances résultent des moins-values significatives enregistrées sur plusieurs titres de capital tels que SONATEL SN, ETI (Ecobank), SOLIBRA CI, SAPH CI, TOTAL CI, BICI CI... Avec la crise financière internationale, le repli des Fonds d'investissements étrangers a contribué à la chute des cours de ces titres. Cependant, en terme de volume de transactions, l'activité boursière a été plus intense qu'en 2007, passant de 9,79 millions à 33,35 millions d'actions échangées en 2008.

En termes de perspectives 2009, l'économie nationale devrait profiter de la normalisation de la situation socio-politique et de la conclusion d'un programme triennal appuyé par la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC) pour atteindre une croissance de 3,9 %. Celle-ci serait soutenue par la reprise progressive de l'ensemble des secteurs d'activités.

Le secteur primaire enregistrerait une croissance de 3,7 %, tirée par l'agriculture d'exportation et l'extraction minière et pétrolière.

Dans **le secteur secondaire**, une croissance de 5,2 % est attendue, grâce à un accroissement de la production d'énergie et à un renforcement des activités dans le BTP et l'agroalimentaire.

S'agissant **du secteur tertiaire**, il devrait bénéficier de la fluidité routière et du développement du tourisme pour atteindre une croissance de 3,3 %, impulsée par l'expansion des télécommunications et le dynamisme des transports et du commerce.

Le taux d'inflation devrait fléchir à 3 %, du fait de la mise en œuvre de la stratégie de relance de la culture vivrière, notamment le riz, envisagée par le gouvernement en vue d'assurer l'autosuffisance alimentaire. ■

Domestic credit grew to CFAF 1,702.5 billion at end November 2008, an increase of 11.2% compared to end December 2007, due to a 12.9% rise in ordinary credit allocated to companies mainly working in the telecommunications and agribusiness industries. Seasonal loans fell by 14.4% during the same period as a result of late agricultural campaigns, in particular cocoa and cotton.

The WAEMU **stock market** was lower at the end of 2008, as were most international financial markets. The BRVM Composite index fell by 10.67%, from 199.45 to 178.17 points in 2008. The BRVM 10 index lost 14.57%, posting 192.08 points compared to 224.85 points in 2007. Total market capitalisation of listed companies also fell by 10.44%, down to CFAF 3,337 billion from CFAF 3,726 billion at end 2007. These disappointing performances result from significant capital losses on such shares as SONATEL SN, ETI (ECOBANK), SOLIBRA CI, SAPH CI, TOTAL CI, BICI CI, etc. With the international financial crisis, the decrease in foreign investments has contributed to the fall in share prices. However, in terms of volume of transactions, stock market activity was higher than in 2007, rising from 9.79 million to 33.35 million shares exchanged in 2008.

Regarding the outlook for 2009, the national economy should profit from the normalisation of the social and political situation and the closing of a three-year programme supported by the Poverty Reduction and Growth Facility (PRGF), and reach 3.9% growth. This should be boosted by the gradual renewal of activity in all business sectors.

The **primary sector** should record growth of 3.7%, driven by agricultural exports and mining and oil extraction.

Growth of 5.2% is expected in **the secondary sector**, due to an increase in energy production and increased activity in the building and construction and the agri-food industries.

The **tertiary sector** should benefit from stable road transport and the development of tourism to reach 3.3% growth, as a result of expansion in telecommunications and the transport and business sectors.

The **rate of inflation** should fall to 3%, as a result of the strategy to promote food – and in particular rice – production that the government intends to implement in order to ensure basic food self-sufficiency. ■



Analyse des comptes de bilan et de résultat de l'exercice 2008

L'exercice 2008 se caractérise, pour la BANK OF AFRICA - CÔTE D'IVOIRE (BOA-CÔTE D'IVOIRE), par des résultats satisfaisants, malgré une concurrence de plus en plus accrue dans le secteur bancaire ivoirien. Les principaux fondamentaux de la Banque ont évolué favorablement, à l'image de la taille de son bilan. Ce qui a permis à la BOA-CÔTE D'IVOIRE de renforcer sa position concurrentielle sur le marché, avec une part de 7,9 % des ressources collectées en Côte d'Ivoire.

Bilan
+ 16 %

La taille du bilan de la Banque a augmenté de 16 % pour s'établir à 208 milliards de F CFA au 31 décembre 2008 contre 179 milliards de F CFA un an plus tôt. Cette évolution s'explique, au passif, par un net accroissement des ressources, notamment les dépôts

Financial statements and balance sheet analysis for fiscal year 2008

Fiscal year 2008 was characterised by satisfactory results for BANK OF AFRICA - CÔTE D'IVOIRE (BOA-CÔTE D'IVOIRE), despite increasing competition in the national banking sector. The Bank's fundamentals developed favourably, reflecting the positive results of the balance sheet, which enabled BOA-CÔTE D'IVOIRE to reinforce its competitive position in the marketplace, with a 7.9% market share of deposits collected in Côte d'Ivoire.

The Bank's **total balance** sheet rose by 16%, reaching CFAF 208 billion on 31 December 2008 compared to CFAF 179 billion a year earlier. This growth is due to a clear increase in liabilities, including customer deposits and interbank debts mainly linked to syndicated operations in the BANK OF AFRICA Group (BOA Group), and in assets, with a strong rise in customer loans, especially to large companies.

The opening of a new branch by BOA-CÔTE D'IVOIRE in December 2008 brings the number of branches up to ten. This neighbourhood branch is located in Abidjan in the Adjamé district, an economic zone with strong potential growth for businesses and transport.

Customer deposits grew by 14% in 2008 to CFAF 115.6 billion, exceeding forecasts by CFAF 3.6 billion. This performance enabled BOA-CÔTE D'IVOIRE, with 7.9% market share, to move up from 6th to 5th ranking bank, according to the classification of the professional association of banks and financial institutions (APBEF-CÔTE D'IVOIRE).

Rapport du Conseil d'Administration

Report by the Board of Directors



La Responsable du Standard, au siège de la BOA-CÔTE D'IVOIRE.
Switchboard Operator at BOA-CÔTE D'IVOIRE Head office. © BOA



Salle d'attente de l'Agence Elite à Abidjan.
The waiting room of the Elite Branch in Abidjan. © BOA

de la clientèle et les dettes interbancaires liées principalement aux opérations syndiquées dans le Groupe BANK OF AFRICA (Groupe BOA) et, à l'actif, par une forte hausse des crédits accordés à la clientèle, surtout aux grandes entreprises.

L'ouverture d'une nouvelle Agence par la BOA-CÔTE D'IVOIRE en décembre 2008, porte l'effectif des agences à 10. Cette agence de proximité est située à Abidjan, dans la commune d'Adjamé, zone économique à fort potentiel tournée vers le commerce et le transport.

Dépôts
clientèle
+ 14 %

Les dépôts de la clientèle affichent une progression de 14 % en 2008 pour atteindre 115,6 milliards de F CFA, en dépassement de 3,6 milliards de F CFA de l'objectif fixé. Cette performance permet à la BOA-CÔTE D'IVOIRE de passer du 6^e rang en 2007 au 5^e rang fin 2008, avec une part de marché de 7,9 %, selon le classement de l'Association Professionnelle des Banques et Établissements Financiers (APBEF-CÔTE D'IVOIRE).

Le volume des comptes non commerciaux, constitué à hauteur de 77 % de particuliers, a connu un taux de progression de 18 % en 2008, tiré par les comptes sur livret et les dépôts collectés auprès des organismes non commerciaux et tout particulièrement les institutions.

Les comptes commerciaux représentent la part la plus importante des dépôts de la clientèle, avec 73 % du total de ceux-ci. Ils ont atteint 84 milliards de F CFA en 2008, en hausse de 16,5 % par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution favorable, impulsée par une augmentation de près de 30 % des dépôts en compte courant, malgré les difficultés de trésorerie des entreprises, est soutenue par la bonne agressivité commerciale des équipes de la Banque.

Le volume des engagements se chiffre à 151,7 milliards de F CFA, soit 21 % de plus qu'en 2007. Les réalisations ont dépassé les prévisions de 9 %, du fait des crédits à court terme qui enregistrent un excédent de 19 milliards de F CFA dont 15 milliards de F CFA sur l'État de Côte d'Ivoire à fin 2008.

L'encours des engagements directs représente 87,6 % du total des crédits octroyés. Son augmentation de 23 % à fin 2008 résulte de la progression de toutes ses composantes, à l'exception des découverts qui ont baissé de 3,1 %. Les prêts à moyen terme en ont été le principal vecteur, avec un accroissement notable de 52 % par rapport à l'exercice précédent.

Les engagements par signature s'établissent à 18,8 milliards de F CFA au 31 décembre 2008 soit le même niveau que l'exercice précédent. Cette situation s'explique par une faible demande de cautions sur marché, induite par les retards dans la mise en place



*La Responsable de la cellule Monétique à Abidjan.
Manager of Electronic Banking, in Abidjan. © BOA*

des financements liés au programme post-crise, notamment le volet réhabilitation des infrastructures.

Les produits d'exploitation ont connu un accroissement substantiel de 23,5 %, passant de 14,2 milliards de F CFA en 2007 à 17,5 milliards de F CFA en 2008, grâce aux intérêts sur les crédits accordés à la clientèle. L'essentiel de ces produits, soit 89 %, est généré par les crédits et les opérations avec la clientèle.

Les intérêts sur crédits se sont élevés à 12 milliards de F CFA, en hausse de 40 % par rapport à l'exercice 2007. Cette hausse considérable s'explique essentiellement par un accroissement de 14,8 % des intérêts sur comptes débiteurs et escomptes et une forte augmentation des intérêts sur prêts, en liaison avec le déclassement par la Commission Bancaire des prêts accordés à l'État de Côte d'Ivoire.

Les produits de trésorerie se chiffrent à 1,7 milliard de F CFA, en baisse de 15,8 % par rapport à 2007, suite au déclassement des prêts consentis à l'État de Côte d'Ivoire, induisant un repli significatif des intérêts sur prêts interbancaires. Néanmoins, les revenus des titres de placements, représentant 61 % de ces produits, ont enregistré une forte progression liée aux revenus générés par les titres de l'emprunt Trésor Public.

The volume of non-commercial accounts, 77% of which are private accounts, saw a growth rate of 18% in 2008, due to the rise in savings accounts and deposits collected from non-commercial organisations and institutions in particular.

Commercial accounts represent the largest proportion of customer deposits, reaching 73%. They rose to CFAF 84 billion, up 16.5% compared to the previous fiscal year. This positive growth, boosted by an increase of nearly 30% in current account deposits, despite companies experiencing cash flow difficulties, was supported by a strong commercial drive by the Bank's staff.

Commitments reached CFAF 151.7 billion, an increase of 21% compared to 2007. The figures exceeded forecasts by 9% due to short-term loans which posted a surplus of CFAF 19 billion, with CFAF 15 billion loaned to the Ivorian State at the end of 2008.

Direct commitments represented 87.6% of the total amount of loans granted. This 23% increase at the end of 2008 was due to growth of all components, with the exception of overdrafts which were down by 3.1%. The main driver was medium-term loans which generated strong growth of 52% compared to the previous year.

Off-balance sheet commitments amounted to CFAF 18.8 billion on 31 December 2008, the same figure as the previous year. This situation is explained by a weak demand for market guarantees as a result of delays in implementing financing linked to the post-crisis programme, and in particular the renovation of infrastructures.

Operating income saw a significant increase of 23.5%, from CFAF 14.2 billion in 2007 to CFAF 17.5 billion in 2008, as a result of interest generated by customer loans. Most of this income, i.e. 89%, is generated by customer loans and operations.

Interest on loans reached CFAF 12 billion, a rise of 40% compared to fiscal year 2007. This considerable increase is mainly explained by a 14.8% rise in interest on debtor accounts and bank discounts and a sharp increase in interest on loans, as a result of the Banking Commission downgrading loans granted to the Ivorian State.

Treasury income amounted to CFAF 1.7 billion, down 15.8% compared to 2007, following the downgrading of loans to the State which significantly reduced the interest on interbank lending. Nevertheless, income from investment securities which account for 61% of these products recorded strong growth due to the income generated by Treasury securities.

Rapport du Conseil d'Administration

Report by the Board of Directors



*Un Chargé d'Affaires "Grandes Entreprises" à Abidjan.
A Corporate Relationship Manager in Abidjan. © BOA*

Les charges d'exploitation totalisent globalement 12,9 milliards de F CFA, en accroissement de 32,8 % par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution résulte de l'action conjuguée de la hausse de 53,7 % des charges de trésorerie et du coût des ressources et de la progression de 12,5 % des charges de personnel et frais généraux.

Le coût des ressources s'est élevé à 7,1 milliards de F CFA contre 4,7 milliards de F CFA en 2007, soit une augmentation de 51 %, tirée par les charges sur les opérations de trésorerie et interbancaires. Ces dernières ont fortement progressé en 2008, en raison du niveau élevé des crédits en syndication dans le Groupe BOA et soutenus par les prêts interbancaires.

Les frais généraux y compris les frais du personnel se situent à 5 milliards de F CFA en 2008. Ils ont légèrement dépassé les prévisions, du fait de la progression de la taxe sur encours de crédits et des frais de communication institutionnelle.

Les dotations et les charges exceptionnelles quant à elles totalisent 4 milliards de F CFA, en accroissement de 32 % en 2008, du fait de l'augmentation de 29 % des dotations aux provisions sur créances douteuses et litigieuses recommandées par la mission de la Commission Bancaire au cours de l'exercice.

**Résultat net
+ 12,4 %**

Malgré la constitution de ces dotations relativement importantes, **le résultat net après impôt** ressort bénéficiaire de 2,4 milliards de F CFA, en hausse de 12,4 % par rapport à l'exercice 2007.

Ces résultats satisfaisants obtenus en 2008 laissent entrevoir que les principaux objectifs du Plan Triennal de Développement 2006-2009 seront atteints avec succès, au terme de l'exercice 2009.

Ces objectifs se traduisent par :

- une forte croissance de la profitabilité ;
- un accroissement de la part de marché de la Banque ;
- le renforcement de la notoriété de la Banque par le maintien d'un service de bon niveau ;
- une amélioration de la qualité du portefeuille ;
- une forte participation à l'intégration du Groupe à travers des concours consortiaux de bonne qualité.

Leur réalisation passera nécessairement par l'expansion du réseau, le développement de nouveaux produits, le renforcement des actions commerciales de proximité et une bonne gestion des risques de crédits dans un contexte économique et financier toujours incertain.



*Caisses et guichets de l'Agence Zone 4 à Abidjan.
Counter and cash desk at The Zone 4 Branch, in Abidjan. © BOA*



*L'équipe de l'Agence Zone 4 à Abidjan.
Zone 4 Branch team, in Abidjan. © BOA*

Au vu du bénéfice de 2 400 millions de F CFA, les membres du Conseil d'Administration proposent aux actionnaires le versement d'un dividende de 25 % du nouveau capital social, soit 1 125 millions de F CFA, et le report en réserve du reliquat. Ces résultats concrétisent les efforts soutenus de tous les collaborateurs de la Banque qu'il convient de féliciter et de remercier.

Un hommage appuyé doit également être rendu aux actionnaires pour le soutien qu'ils apportent à la Banque. ■

Operating expenses totalled CFAF 12.9 billion, up 32.8 % from the previous fiscal year. This growth is a result of a 53.7% increase in treasury expenses and the cost of funds combined with a 12.5% increase in personnel costs and general expenses.

The cost of funds came to CFAF 7.1 billion, compared to CFAF 4.7 billion in 2007, a rise of 51% in expenses on treasury and interbank transactions. The latter rose sharply in 2008 due to the high level of syndicated credit in the BOA Group backed up by interbank lending.

Overheads including personnel costs reached CFAF 5 billion in 2008. They were slightly over forecast figures as a result of a rise in tax on loans and corporate communication costs.

Provisions and exceptional expenses reached CFAF 4 billion, a rise of 32% in 2008, due to a 29% increase in provisions for doubtful and litigious debts recommended by the Banking Commission during the fiscal year.

Despite this relatively important depreciation, *net income after tax* reached CFAF 2.4 billion, an increase of 12,4% compared to 2007.

The satisfactory results obtained in 2008 confirm that the main objectives of the three-year development plan will be reached in 2009.

The objectives are as follows:

- strong growth in profitability;
- increase in the Bank's market share;
- reinforcing the Bank's reputation by continuing to provide good customer service;
- improving the quality of the portfolio;
- strong participation in Group efforts via good quality consortium loans.

These goals can only be achieved by expanding the network, developing new products, increasing local commercial activities and maintaining good credit risk management in an uncertain economic and financial climate.

In light of a CFAF 2,400 million profit, the Board proposes to pay shareholders a 25% dividend of the new share capital, i.e. CFAF 1,125 million, and to transfer the remainder to reserves. These results reflect the hard work of all the Bank's personnel to whom we should like to extend our congratulations and thanks.

Our shareholders deserve our special thanks for the support shown to the Bank. ■

Rapports des Commissaires aux Comptes

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la BANK OF AFRICA - CÔTE D'IVOIRE (BOA-CÔTE D'IVOIRE), tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- le respect de la réglementation prudentielle,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi,
- le fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels.

I. Opinion sur les états financiers annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états financiers. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des états financiers et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les états financiers annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice, conformément aux règles et méthodes comptables édictées par le Plan Comptable Bancaire de l'UMOA.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant :

le 28 août 2002, la Banque Centrale a été victime d'un vol à mains armées dans ses locaux. Le préjudice subi par la Banque à ce titre, est évalué à 100 millions de F CFA.

Ce montant inscrit à l'actif du bilan n'a pas fait l'objet d'une provision pour dépréciation depuis la survenance du préjudice, car la direction de la Banque nous a indiqué qu'elle attendait un remboursement de la part de la Banque Centrale, à l'instar de ses confrères concernés.



II. Respect de la réglementation prudentielle

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques relatives au respect de la réglementation prudentielle.

Nous devons porter à votre attention l'information suivante :

le ratio de structure du portefeuille au 31 décembre 2008 s'élève à 23,52 %, alors que le minimum réglementaire est de 60 %.

III. Autres vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi et la réglementation bancaire de l'UMOA.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels et,
- le respect, d'une part, des prescriptions de l'article 35 de la loi portant réglementation bancaire relatif aux engagements directs et indirects des personnes participant à la Direction, à l'administration, à la gérance, au contrôle et au fonctionnement des banques et, d'autre part, des dispositions légales et réglementaires.

Par ailleurs, conformément à l'article 35 de la loi bancaire n° 90-589 du 25 juillet 1990, nous vous informons que les en-cours de crédits accordés aux personnes participant à la direction, à l'administration, à la gérance, au contrôle et au fonctionnement de la Banque s'élèvent à 1 025 millions de F CFA au 31 décembre 2008, et représentent 11,17 % des fonds propres effectifs de la Banque à cette date. Le plafond autorisé par la réglementation bancaire est de 20 %.

Rapports des Commissaires aux Comptes

IV. Fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne

L'activité de contrôle interne s'est globalement exercée sur l'exercice 2008 conformément au plan annuel d'audit.

Les principaux axes d'amélioration des procédures de contrôle interne sont présentés ci-après.

- La Banque devrait mettre en place une matrice des profils couvrant ses métiers ainsi que des contrôles pour mitiger le risque de non-détection d'une éventuelle anomalie sur les habilitations informatiques.
- Les prérogatives du Contrôle Général, chargé à la fois de la création (modification et suppression) des comptes utilisateurs et du contrôle du processus de création des comptes utilisateurs, devraient être revues afin d'assurer une correcte séparation des tâches concernées.
- Les fiches utilisées lors des inventaires physiques des distributeurs automatiques de billets devraient préciser l'heure à laquelle les comptages ont été effectués afin de permettre un rapprochement satisfaisant avec les soldes comptables.
- Les interventions du Contrôle Général de la Banque et de l'Inspection du Groupe devraient comporter un volet informatique destiné à vérifier le correct fonctionnement des applications bancaires et l'absence de dysfonctionnement dans le traitement des opérations automatisées.
- Les états financiers ou les rapports de certification des comptes des sociétés emprunteuses devraient être systématiquement collectés pour la mise à jour des dossiers de crédit tenus par la Banque.
- Les lignes de crédit devraient être scrupuleusement respectées ou les dépassements éventuellement enregistrés formellement autorisés par les structures compétentes (Comité de Crédit, Direction Générale).
- Les garanties hypothécaires apportées par les clients devraient être régulièrement réévaluées, notamment par un expert immobilier, afin de s'assurer que la valeur retenue en garantie des engagements est satisfaisante.

Abidjan, le 28 avril 2009

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS CÔTE D'IVOIRE

Armand FANDOHAN

Expert-Comptable Diplômé

ERNST & YOUNG

Caroline ZAMOJCIOWNA-ORIO

Expert-Comptable Diplômé



RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

ÉTABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE 442 DE L'ACTE UNIFORME OHADA DU 17 AVRIL 1997

En application des articles 440 à 442 de l'Acte Uniforme relatif au Droit des Sociétés commerciales et du Groupement d'Intérêt Économique (GIE) de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), nous portons à votre connaissance les conventions visées à l'article 438 de cette loi.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, conformément à l'article 35 de la loi bancaire du 25 juillet 1990, nous devons vous rendre compte de tous les prêts consentis par la Banque à ses dirigeants, à ses principaux actionnaires ou associés ou aux entreprises privées dans lesquelles les personnes visées ci-dessus exercent des fonctions de direction, d'administration ou de gérance ou détiennent plus du quart du capital social.

I. Au titre de l'article 438 du Droit des Sociétés de l'OHADA

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice et visée à l'article 438 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés commerciales et du GIE. Cependant, en application de l'article 440 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés commerciales et du GIE, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

1.1. CONVENTION DE PRÊT SUBORDONNÉ AVEC BOA GROUP S.A. (ANCIENNEMENT DÉNOMMÉE AFRICAN FINANCIAL HOLDING - AFH)

Administrateurs concernés

- Monsieur Paul DERREUMAUX.
- Monsieur Francis SUEUR.

Nature et objet

Convention de prêt subordonné de 300 millions de F CFA de BOA GROUP à la BOA-CÔTE D'IVOIRE conclue en juin 2007, pour une durée de 5 ans et 6 mois.

Modalités

Les conditions du prêt sont les suivantes :

- Intérêt fixe : le prêt subordonné donne droit à une rémunération annuelle nette de 5,90 %.
- Intérêt variable : en cas de distribution de dividendes par l'emprunteur durant la période où l'encours du principal est supérieur à zéro F CFA, cet encours donne droit à une rémunération nette complémentaire de sorte que la rémunération nette annuelle globale de l'encours du prêt atteigne le taux de rémunération des fonds propres de l'emprunteur (dividendes/ fonds propres) sur la même période.

Rapports des Commissaires aux Comptes

Ce prêt a fait l'objet d'un remboursement partiel de 60 millions de F CFA au cours de l'exercice 2008. Le solde de ce prêt est de 240 millions de F CFA au 31 décembre 2008. La charge supportée par la BANK OF AFRICA CÔTE D'IVOIRE durant l'exercice 2008 au titre de cette convention s'élève à 23 millions de F CFA.

1.2. CONVENTION DE PRÊT SUBORDONNÉ AVEC LA BANK OF AFRICA - BÉNIN (BOA-BÉNIN)

Administrateurs concernés

- Monsieur Paul DERREUMAUX.
- Monsieur Benoît MAFFON.

Nature et objet

Conventions de prêts subordonnés de montants respectifs de 600 millions de F CFA et de 1 000 millions de F CFA de la BOA-BÉNIN à la BOA - CÔTE D'IVOIRE conclues en 2007, pour une durée de 5 ans et 6 mois.

Modalités

Les conditions de ces prêts sont les suivantes :

Convention portant sur 600 millions de F CFA.

- Intérêt fixe : le prêt subordonné donne droit à une rémunération annuelle nette de 5,90 %.
- Intérêt variable : en cas de distribution de dividendes par l'emprunteur durant la période où l'encours du principal est supérieur à zéro F CFA, cet encours donne droit à une rémunération nette complémentaire de sorte que la rémunération nette annuelle globale de l'encours du prêt atteigne le taux de rémunération des fonds propres de l'emprunteur (dividendes/ fonds propres) sur la même période.

Ce prêt a fait l'objet d'un remboursement partiel de 120 millions de F CFA au cours de l'exercice 2008. Le solde de ce prêt est de 480 millions de F CFA au 31 décembre 2008.

Convention portant sur 1 000 millions de F CFA.

Ce prêt subordonné avait été remboursé à hauteur de 800 millions de F CFA en 2007. Le reliquat de 200 millions de F CFA a été remboursé au cours de l'exercice 2008.

La charge supportée par la BOA-CÔTE D'IVOIRE durant l'exercice 2008 au titre de ces deux conventions s'élève à 51 millions de F CFA.

1.3. CONVENTION D'ASSISTANCE TECHNIQUE AVEC LA SOCIÉTÉ AFH-SERVICES

Administrateur concerné

- Monsieur Paul DERREUMAUX.

Nature et objet

Convention d'assistance technique en matière de facilitation des opérations internationales et de savoir-faire bancaire. La convention a été signée en 1996 pour une durée de 10 ans et renouvelable par tacite reconduction par périodes de trois années, sur une période globale de six années au terme de laquelle, il ne pourra être renouvelé que par suite d'une autorisation expresse du Conseil d'Administration de la Banque.



Modalités

Les charges supportées par la BOA-CÔTE D'IVOIRE au cours de l'exercice 2008 s'élèvent à 306 millions de F CFA hors taxes.

1.4. AVANCE EN COMPTE COURANT DE LA BOA-CÔTE D'IVOIRE À LA SCI OLYMPE

Administrateur concerné

- Monsieur Paul DERREUMAUX.

Nature et objet

Contribution de la BOA-CÔTE D'IVOIRE au financement de la construction de son siège social.

Modalités

Ces avances ont été effectuées suite à trois appels de fonds pour un montant total de 985 millions de F CFA à fin 2001. Le solde de l'avance consentie s'élève à 639 millions de F CFA au 31 décembre 2008. Le taux de rémunération de ce prêt est passé de 5 % à 3 % en 2008.

Le changement intervenu dans cette convention n'a pas fait l'objet d'une autorisation préalable par le Conseil d'Administration de BOA-CÔTE D'IVOIRE.

1.5. CONVENTION DE PRÊT AVEC BOA GROUP S.A.

Administrateurs concernés

- Monsieur Paul DERREUMAUX.
- Monsieur Francis SUEUR.

Nature et objet

Emprunt accordé à la BANK OF AFRICA - CÔTE D'IVOIRE.

Modalités

Emprunt accordé à la BOA-CÔTE D'IVOIRE et subordonné à la garantie de bonne fin des crédits en souffrance de BANORIENT S.A. et de BANORABE HOLDING S.A., cédés à la société AFRICAN FINANCIAL HOLDING (A.F.H), pour 2 439 184,65 euros, soit 1 600 millions de F CFA.

Cet emprunt a été partiellement converti en actions pour 609 796,07 euros soit 400 millions de F CFA au cours de l'augmentation du capital approuvée par votre Assemblée Générale durant l'exercice 2007. Le solde de cet emprunt s'établit à 1 200 millions de F CFA.

II. Conventions relevant de l'article 35 de la loi N° 90 018 du 27 juillet 1990

Les prêts ou garanties cités au titre de l'article 35 de la loi n° 90-018 du 27 juillet 1990 ont été accordés dans des conditions analogues à celles généralement pratiquées par la Banque à sa clientèle et à ses correspondants.

Rapports des Commissaires aux Comptes

2.1. AVEC LA BANK OF AFRICA - BÉNIN (BOA-BÉNIN)

La BOA-CÔTE D'IVOIRE a accordé une garantie à première demande à la BOA-BÉNIN depuis 2006, et ce, dans le cadre de l'emprunt obligataire émis par la BOA-BÉNIN.

2.2. AVEC LA SOCIÉTÉ BOA GROUP S.A. (ANCIENNEMENT DÉNOMMÉE AFH)

La société BOA GROUP a accordé une contre-garantie de 1 000 millions de F CFA à la BOA-CÔTE D'IVOIRE adossée à la garantie de 2 000 millions de F CFA accordée par cette banque à la BOA-BÉNIN, dans le cadre de l'emprunt obligataire émis par celle-ci.

2.3. AVEC LA BANK OF AFRICA - NIGER (BOA-NIGER)

La BOA-CÔTE D'IVOIRE a accordé cinq prêts à la BOA-NIGER. L'encours total de ces prêts au 31 décembre 2008 est de 4 365 millions de F CFA. Ces prêts ont occasionné 190 millions de F CFA de produits d'intérêts sur l'exercice 2008.

2.4. AVEC LA BANK OF AFRICA - MALI (BOA-MALI)

Le solde du compte courant bancaire de la BOA-MALI dans les livres de la BOA-CÔTE D'IVOIRE est débiteur de 474 millions de F CFA au 31 décembre 2008.

Par ailleurs, la BOA-CÔTE D'IVOIRE a accordé un prêt à moyen terme à la BOA-MALI dont le solde au 31 décembre 2008 est de 1 milliard de F CFA.

2.5. AVEC LA BANK OF AFRICA - SÉNÉGAL (BOA-SÉNÉGAL)

Les prêts accordés par la BOA-CÔTE D'IVOIRE à la BOA-SÉNÉGAL sont au nombre de deux. L'encours total au 31 décembre 2008 s'élève à 535 millions de F CFA. Ces prêts ont occasionné 9 millions de F CFA de produits d'intérêts au 31 décembre 2008.

Abidjan, le 28 avril 2009

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS CÔTE D'IVOIRE
Armand FANDOHAN
Expert-Comptable Diplômé

ERNST & YOUNG
Caroline ZAMOJCIOWNA-ORIO
Expert-Comptable Diplômé

Bilan / Compte de résultat / Résolutions

Balance sheet / Income Statement / Resolutions



**Plus le Groupe est proche des parents maintenant,
meilleur sera l'avenir des enfants et plus forte sera leur Afrique, demain.**

*The closer the Group is to parents today,
the better their children's future and the stronger their Africa will be, tomorrow.*



Bilan *Comparé des deux derniers exercices (en F CFA)*

Actif / Assets	Exercice / Fiscal year 2007	Exercice / Fiscal year 2008
CAISSE / CASH	1 812 762 497	3 891 920 547
CRÉANCES INTERBANCAIRES / INTERBANK PLACEMENTS	36 914 836 131	40 363 664 841
• À VUE / DEMAND DEPOSITS	10 599 680 502	30 102 525 792
• BANQUE CENTRALE / CENTRAL BANKS	8 275 295 067	22 575 766 937
• TRÉSOR PUBLIC, CCP / TREASURY, POST OFFICE BANK	0	0
• AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / OTHER CREDIT INSTITUTIONS	2 324 385 435	7 526 758 855
• À TERME / TERM DEPOSITS	26 315 155 629	10 261 139 049
CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE / CUSTOMERS' LOANS	107 137 795 031	132 948 507 925
• PORTEFEUILLE D'EFFETS COMMERCIAUX / PORTFOLIO OF DISCOUNTED BILLS	6 857 119 761	7 703 804 787
• CRÉDITS DE CAMPAGNE / SEASONAL CREDIT	0	0
• CRÉDITS ORDINAIRES / ORDINARY CREDIT	6 857 119 761	7 703 804 787
• AUTRES CONCOURS À LA CLIENTÈLE / OTHER CUSTOMER CREDIT FACILITIES	55 654 803 678	82 006 580 105
• CRÉDITS DE CAMPAGNE / SEASONAL CREDIT	1 088 747 982	2 908 256 986
• CRÉDITS ORDINAIRES / ORDINARY CREDIT	54 566 055 696	79 098 323 119
• COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS / ORDINARY DEBTOR ACCOUNTS	44 625 871 592	43 238 123 033
• AFFACTURAGE / FACTORING	0	0
TITRES DE PLACEMENT / CURRENT SECURITIES	20 059 134 000	18 125 404 000
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES / INVESTMENTS IN ASSOCIATES	940 164 968	1 650 382 608
CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES / LEASING & RELATED OPERATIONS	0	0
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES MISES EN EQUIVALENCE / FINANCIAL INVESTMENTS AT EQUITY VALUE	0	0
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES / INTANGIBLE ASSETS	89 495 510	56 798 434
IMMOBILISATIONS CORPORELLES / FIXED ASSETS	3 500 316 793	5 124 694 487
ACTIONNAIRES ET ASSOCIÉS / SHAREHOLDERS & ASSOCIATES	0	0
AUTRES ACTIFS / OTHER ASSETS	8 506 460 560	4 517 495 810
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS / SUNDRY ACCOUNTS	529 152 931	1 968 216 073
ÉCARTS D'ACQUISITION / CONSOLIDATED GOODWILL	0	0
TOTAL DE L'ACTIF / TOTAL ASSETS	179 490 118 421	208 647 084 725

Hors Bilan / Off-Balance-Sheet	Exercice / Fiscal year 2007	Exercice / Fiscal year 2008
ENGAGEMENTS DONNÉS / COMMITMENTS GIVEN	20 427 860 970	21 691 236 588
• ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT / CREDIT COMMITMENTS	3 908 203 770	3 497 922 653
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / TO CREDIT INSTITUTIONS	0	0
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE / TO CUSTOMERS	3 908 203 770	3 497 922 653
• ENGAGEMENTS DE GARANTIE / GUARANTEES GIVEN	16 519 657 200	18 193 313 935
• D'ORDRE D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / ON BEHALF OF CREDIT INSTITUTIONS	2 007 947 264	2 898 604 300
• D'ORDRE DE LA CLIENTÈLE / ON BEHALF OF CUSTOMERS	14 511 709 936	15 294 709 635
• ENGAGEMENTS SUR TITRES / COMMITMENTS ON SECURITY		



Passif / Liabilities	Exercice / Fiscal year 2007	Exercice / Fiscal year 2008
DETTES INTERBANCAIRES / INTERBANK LIABILITIES	58 528 528 020	74 187 444 325
• À VUE / DEMAND DEPOSITS	9 910 716 536	5 816 040 514
• TRÉSOR PUBLIC, CCP / TREASURY, POST OFFICE BANK	0	0
• AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / OTHER CREDIT INSTITUTIONS	9 910 716 536	5 816 040 514
• À TERME / TERM DEPOSITS	48 617 811 484	68 371 403 811
DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE / CUSTOMERS' DEPOSITS	101 522 813 442	115 578 248 252
• COMPTES D'ÉPARGNE À VUE / SAVINGS DEPOSIT ACCOUNTS	3 379 057 319	4 123 838 086
• COMPTES D'ÉPARGNE À TERME / TIME DEPOSIT ACCOUNTS		24 207 173
• BONS DE CAISSE / SHORT-TERM BORROWINGS	2 984 013 454	3 216 570 454
• AUTRES DETTES À VUE / OTHER DEMAND DEPOSITS	48 576 605 974	68 225 531 281
• AUTRES DETTES À TERME / OTHER TIME DEPOSIT ACCOUNTS	46 583 136 695	39 988 101 258
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE / DEBTS EVIDENCED BY SECURITIES	0	0
AUTRES PASSIFS / OTHER LIABILITIES	6 659 695 347	5 055 859 278
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS / SUNDRY ACCOUNTS	1 747 456 685	896 157 154
ÉCARTS D'ACQUISITION / CONSOLIDATED GOODWILL		
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES / RESERVES FOR CONTINGENCIES & LOSSES	60 000 000	217 398 559
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES / STATUTORY PROVISIONS		
FONDS AFFECTÉS / EARMARKED FUNDS	1 200 000 245	1 200 000 245
EMPRUNTS & TITRES SUBORDONNÉS / SUBORDINATED LOANS & SECURITIES	1 100 000 000	720 000 000
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT / INVESTMENT SUBSIDIES		
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX / RESERVES FOR GENERAL BANKING RISKS	548 457 817	548 457 817
CAPITAL / CAPITAL	3 800 000 000	4 500 000 000
PRIMES LIÉES AU CAPITAL / SHARE PREMIUMS		160 000 000
RÉSERVES / RESERVES	2 184 451 232	3 174 674 485
ÉCARTS DE RÉÉVALUATION / REVALUATION DIFFERENCES	0	0
REPORT À NOUVEAU (+/-) / RETAINED EARNINGS (+/-)	3 893 945	8 492 380
RÉSULTAT DE L'EXERCICE / NET INCOME	2 134 821 688	2 400 352 230
TOTAL DU PASSIF / TOTAL LIABILITIES	179 490 118 421	208 647 084 725

Hors Bilan / Off-Balance-Sheet	Exercice / Fiscal year 2007	Exercice / Fiscal year 2008
ENGAGEMENTS REÇUS / COMMITMENTS RECEIVED	103 713 319 842	112 135 221 656
• ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT / CREDIT COMMITMENTS	0	0
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / RECEIVED FROM CREDIT INSTITUTIONS	0	0
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE / RECEIVED FROM CUSTOMERS	0	0
• ENGAGEMENTS DE GARANTIE / GUARANTEES RECEIVED	103 713 319 842	112 135 221 656
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / RECEIVED FROM CREDIT INSTITUTIONS	33 143 509 013	36 328 463 354
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE / RECEIVED FROM CUSTOMERS	70 569 810 829	75 806 758 302
• ENGAGEMENTS SUR TITRES / COMMITMENTS ON SECURITY		

Résultat *Comparé des deux derniers exercices (en F CFA)*

Charges / Expenses	Exercice / Fiscal year 2007	Exercice / Fiscal year 2008
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES / INTEREST & RELATED EXPENSES	4 726 295 284	7 126 558 198
• SUR DETTES INTERBANCAIRES / ON INTERBANK DEBTS	2 240 012 573	4 309 207 079
• SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE / ON CUSTOMERS' DEBTS	2 486 282 711	2 817 351 119
• SUR DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE / ON SECURITIES	0	0
• AUTRES INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES / OTHER INTEREST AND RELATED EXPENSES	0	0
CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES / EXPENSES ON LEASING AND RELATED OPERATIONS	0	0
COMMISSIONS / COMMISSION	131 628 881	88 334 031
CHARGES SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES / EXPENSES ON FINANCIAL OPERATIONS	31 203 354	84 128 746
• CHARGES SUR TITRES DE PLACEMENT / INVESTMENT EXPENSES	0	0
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE CHANGE / FOREIGN EXCHANGE EXPENSES	31 203 354	84 128 746
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE HORS BILAN / OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTION EXPENSES	0	0
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE SERVICES FINANCIERS / EXPENSES ON FINANCIAL SERVICE OPERATIONS	0	0
CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE / OTHER BANK OPERATING EXPENSES	37 076 824	149 577 065
FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION / GENERAL OPERATING EXPENSES	4 380 227 411	5 058 195 009
• FRAIS DE PERSONNEL / PERSONNEL COSTS	1 541 701 503	1 779 992 031
• AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX / OTHER GENERAL EXPENSES	2 838 525 908	3 278 202 978
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS		
/ DEPRECIATION AND PROVISIONS ON FIXED ASSETS	444 203 704	451 776 627
SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN		
/ DEFICIT ON CORRECTIONS TO SECURITIES, LOANS AND OFF-BALANCE-SHEET	1 752 029 639	1 346 767 928
EXCÉDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX		
/ EXCESS OF PROVISIONS OVER FUNDS RECOVERED FOR GENERAL BANKING RISKS	25 000 000	
CHARGES EXCEPTIONNELLES / EXCEPTIONAL EXPENSES	18 051 754	140 546 768
PERTES SUR EXERCICES ANTÉRIEURS / LOSSES FROM PREVIOUS YEARS	338 701 950	618 311 27
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES / CORPORATE INCOME TAX	187 676 410	73 960 882
RÉSULTAT / RESULT	2 134 821 688	2 400 352 230
TOTAL DES CHARGES / TOTAL EXPENSES	14 206 916 899	17 538 508 755



Produits / Income	Exercice / Fiscal year 2007	Exercice / Fiscal year 2008
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS / INTEREST AND RELATED INCOME	10 030 295 241	12 867 058 663
• SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES / ON INTERBANK LOANS	1 283 162 272	590 592 459
• SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE / ON CUSTOMERS' LOANS	8 747 132 969	12 276 466 204
• SUR PRÊTS ET TITRES SUBORDONNÉS / ON SUBORDINATED LOANS AND SECURITIES	0	0
• SUR TITRES D'INVESTISSEMENT / ON SECURITIES	0	0
• AUTRES INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS / OTHER INTEREST & RELATED INCOME	0	0
PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES / INCOME FROM LEASING & RELATED OPERATIONS	0	0
COMMISSIONS / COMMISSION	2 100 393 318	2 140 628 720
PRODUITS SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES / INCOME FROM FINANCIAL TRANSACTIONS	1 594 527 631	2 065 984 462
• PRODUITS SUR TITRES DE PLACEMENT / INCOME FROM CURRENT SECURITIES	738 123 338	1 148 409 600
• DIVIDENDES ET PRODUITS ASSIMILÉS / DIVIDENDS AND RELATED INCOME	79 496 996	132 521 024
• PRODUITS SUR OPÉRATIONS DE CHANGE / INCOME FROM FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	381 280 108	422 352 329
• PRODUITS SUR OPÉRATIONS DE HORS BILAN / INCOME FROM OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTIONS	395 627 189	362 701 509
PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE / OTHER INCOME FROM BANKING OPERATIONS	9 365 610	46 967 840
PRODUITS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION / GENERAL OPERATING INCOME	359 126 189	303 528 585
REPRISE D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS		
/ RECOVERY OF DEPRECIATION & PROVISIONS ON FIXED ASSETS	0	0
SOLDE EN BÉNÉFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN		
/ SURPLUS ON CORRECTIONS TO VALUE OF LOANS AND OFF-BALANCE-SHEET ITEMS	0	0
EXCÉDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX		
/ SURPLUS RECOVERED ON PROVISION OF FUNDS FOR GENERAL BANKING RISKS	0	0
PRODUITS EXCEPTIONNELS / EXCEPTIONAL INCOME	21 529 507	17 530 861
PRODUITS SUR EXERCICES ANTÉRIEURS / RESULT FROM PREVIOUS FINANCIAL PERIODS	91 679 403	96 809 624
PERTES / LOSS	0	0
TOTAL DES PRODUITS / TOTAL INCOME	14 206 916 899	17 538 508 755

Résultat *Comparé des deux derniers exercices (en F CFA)*

Produits & Charges	Exercice 2007	Exercice 2008
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS	10 030 295 241	12 867 058 663
• SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES	1 283 162 272	590 592 459
• SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	8 747 132 969	12 276 466 20
• SUR PRÊTS ET TITRES SUBORDONNÉS	0	0
• SUR TITRES D'INVESTISSEMENT	0	0
• AUTRES INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS	0	0
PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES	0	0
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES	-4 726 295 284	-7 126 558 198
• SUR DETTES INTERBANCAIRES	-2 240 012 573	-4 309 207 079
• SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE	-2 486 282 711	-2 817 351 119
• SUR DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	0	0
• AUTRES INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES	0	0
CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES	0	0
MARGE D'INTÉRÊT	5 303 999 957	5 740 500 465
PRODUITS DE COMMISSIONS	2 100 393 318	2 140 628 720
CHARGES DE COMMISSIONS	-131 628 881	-88 334 031
RÉSULTAT NET DES COMMISSIONS	1 968 764 437	2 052 294 689
RÉSULTATS NETS SUR :		
• OPÉRATIONS SUR TITRES DE PLACEMENT	738 123 338	1 148 409 600
• DIVIDENDES ET PRODUITS ASSIMILÉS	79 496 996	132 521 024
• OPÉRATIONS DE CHANGE	350 076 754	338 223 583
• OPÉRATIONS DE HORS BILAN	395 627 189	362 701 509
RÉSULTAT NET OPÉRATIONS FINANCIÈRES	1 563 324 277	1 981 855 716
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	9 365 610	46 967 840
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-37 076 824	-149 577 065
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	359 126 189	303 528 585
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	0	0
FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION	-4 380 227 411	-5 058 195 009
• FRAIS DE PERSONNEL	-1 541 701 503	-1 779 992 031
• AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX	-2 838 525 908	-3 278 202 978
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	-444 203 704	-451 776 627
REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	0
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	4 343 072 531	4 465 598 594
RÉSULTAT NET DES CORRECTIONS DE VALEUR	-1 752 029 639	-1 346 767 928
EXCÉDENT NET DES DOTATIONS ET REPRISES SUR FRBG	-25 000 000	
RÉSULTAT COURANT (AVANT IMPÔT)	2 566 042 892	3 207 609 063
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	3 477 753	-123 015 907
RÉSULTAT SUR EXERCICES ANTÉRIEURS	-247 022 547	-521 501 647
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	-187 676 410	-73 960 882
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	2 134 821 688	2 400 352 230

Income Statement for the last two financial periods (in CFAF)



Income & Expenses	Fiscal year 2007	Fiscal year 2008
INTEREST AND RELATED INCOME	10 030 295 241	12 867 058 663
• ON INTERBANK LOANS	1 283 162 272	590 592 459
• ON CUSTOMERS' LOANS	8 747 132 969	12 276 466 20
• ON SUBORDINATED LOANS AND SECURITIES	0	0
• ON SECURITIES	0	0
• OTHER INTEREST AND RELATED INCOME	0	0
INCOME FROM LEASING AND RELATED OPERATIONS	0	0
INTEREST AND RELATED EXPENSES	-4 726 295 284	-7 126 558 198
• ON INTERBANK DEBTS	-2 240 012 573	-4 309 207 079
• ON CUSTOMERS' DEBTS	-2 486 282 711	-2 817 351 119
• ON SECURITIES	0	0
• OTHER INTEREST AND RELATED EXPENSES	0	0
EXPENSES ON LEASING AND RELATED OPERATIONS	0	0
INTEREST MARGIN	5 303 999 957	5 740 500 465
COMMISSION INCOME	2 100 393 318	2 140 628 720
COMMISSION EXPENSES	-131 628 881	-88 334 031
NET RESULT FROM COMMISSION	1 968 764 437	2 052 294 689
NET RESULT FROM		
• CURRENT SECURITIES TRANSACTIONS	738 123 338	1 148 409 600
• DIVIDENDS AND RELATED TRANSACTIONS	79 496 996	132 521 024
• FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	350 076 754	338 223 583
• OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTIONS	395 627 189	362 701 509
NET INCOME FROM FINANCIAL OPERATIONS	1 563 324 277	1 981 855 716
OTHER INCOME FROM BANKING OPERATIONS	9 365 610	46 967 840
OTHER BANK OPERATING EXPENSES	-37 076 824	-149 577 065
OTHER INCOME FROM NON-BANKING OPERATIONS	359 126 189	303 528 585
OTHER NON-BANKING OPERATING EXPENSES	0	0
GENERAL OPERATING EXPENSES	-4 380 227 411	-5 058 195 009
• PERSONNEL COSTS	-1 541 701 503	-1 779 992 031
• OTHER GENERAL EXPENSES	-2 838 525 908	-3 278 202 978
DEPRECIATION & AMORTIZATION AND PROVISIONS ON FIXED ASSETS	-444 203 704	-451 776 627
RECOVERY OF DEPRECIATION & AMORTIZATION AND PROVISIONS ON FIXED ASSETS	0	0
GROSS OPERATING PROFIT	4 343 072 531	4 465 598 594
NET RESULT FROM VALUE ADJUSTMENTS	-1 752 029 639	-1 346 767 928
NET SURPLUS FROM ALLOCATIONS AND REVERSALS ON RESERVES FOR GBR	-25 000 000	
PRE-TAX OPERATING INCOME	2 566 042 892	3 207 609 063
EXTRAORDINARY ITEMS	3 477 753	-123 015 907
RESULT FROM PREVIOUS FINANCIAL PERIODS	-247 022 547	-521 501 647
CORPORATE INCOME TAX	-187 676 410	-73 960 882
NET INCOME FROM THIS FINANCIAL PERIOD	2 134 821 688	2 400 352 230

Résolutions

Resolutions

PREMIÈRE RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du Rapport du Conseil d'Administration et du Rapport Général des Commissaires aux Comptes sur l'exercice 2008, les approuve dans toutes leurs parties et approuve les comptes et le bilan de cet exercice tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Cet exercice 2008 se solde par un bénéfice de 2 400 352 230 F CFA après une dotation aux amortissements de 451 776 627 F CFA et après paiement de l'impôt sur les bénéfices de 73 960 882 F CFA.

En outre, l'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions visées par l'article 440 de l'Acte Uniforme de l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA), approuve sans réserve ledit rapport.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne quitus à tous les membres du Conseil d'Administration pour leur gestion et pour les actes accomplis par eux au cours de l'exercice 2008.

Elle donne également quitus aux Commissaires aux Comptes pour l'exécution de leur mandat au cours du même exercice.

DEUXIÈME RÉOLUTION

Selon les propositions du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, approuve l'affectation comme suit de la totalité du bénéfice net de l'exercice et du report à nouveau antérieur :

	En F CFA
Résultat de l'exercice	2 400 352 230
Réserve légale (15% du bénéfice)	360 052 835
Report à nouveau antérieur	8 492 380
Dividende (25 % du capital)	1 125 000 000
Réserve facultative	920 000 000
Nouveau report à nouveau	3 791 775

FIRST RESOLUTION

Having reviewed the Board of Directors' report and the external auditors' general report on fiscal year 2008, the Annual General Meeting approved all parts of the reports and the financial statements and results as presented, as well as the operations reflected in these statements and summarised in these reports.

Fiscal year 2008 closed with a profit of CFAF 2,400,352,230 after amortizations of CFAF 451,766,627 and payment of CFAF 73,960,882 in corporate income tax.

In addition, after reviewing the external auditors' special report on agreements covered by article 440 of the OHADA Uniform Act, the Meeting unreservedly approved this report.

Consequently, the Annual General Meeting ratified the management and the actions of all members of the Board of Directors during year 2008. The Meeting also ratified the execution of the external auditors' mission in the same period.

SECOND RESOLUTION

Following deliberation, the Annual General Meeting decided to allocate all net profits for fiscal year 2007 and the previous balance brought forward as follows:

	In CFAF
Income for the period	2,400,352,230
Legal reserve (15% of income)	360,052,835
Previous balance brought forward	8,492,380
Dividend (25% of the capital)	1,125,000,000
Optional reserve	920,000,000
New balance brought forward	3,791,775

Assemblée Générale Ordinaire du 22 mai 2009

Annual General Meeting held on 22 May 2009



TROISIÈME RÉOLUTION

En application de la précédente résolution, l'Assemblée Générale décide que, après règlement à l'État de l'Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM) au taux de 12 % sur le dividende brut, il sera effectivement versé aux actionnaires un dividende net d'impôt correspondant à une rémunération de 2 200 F CFA par action de 10 000 F CFA.

Le paiement de ce dividende s'effectuera au Siège social à compter du 1^{er} juillet 2009 par estampillage du coupon n°10 de l'action remise à chaque actionnaire.

QUATRIÈME RÉOLUTION

Fixation du montant de l'indemnité de fonction des administrateurs

L'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration, décide de fixer les indemnités de fonction pour l'ensemble du Conseil d'Administration à un montant annuel de 34 000 000 de F CFA à compter du 1^{er} Janvier 2009. Cette résolution, mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

CINQUIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale confère à tout porteur d'un original, d'un extrait ou une copie du procès verbal de la présente Assemblée tous pouvoirs pour exécuter les formalités de publication légale.

THIRD RESOLUTION

In accordance with the preceding resolution, the Annual General Meeting decided that, after payment to the State of tax on income from securities, at 12% of the gross dividend, shareholders will effectively be paid a net dividend corresponding to a remuneration of CFAF 2,200 per share of CFAF 10,000.

The dividend will be paid at the Bank's headquarters as of 1 July 2009 on stamping of coupon 10 of the share certificate held by each shareholder.

FOURTH RESOLUTION

Setting of directors' annual retainer

The Annual General Meeting approved the Board's proposal to set the directors' annual retainer at CFAF 34,000,000 from 1st January 2009.

This proposal was put to the vote and unanimously adopted.

FIFTH RESOLUTION

The Annual General Meeting conferred on all holders of an original, an extract or a copy of the minutes of the present Meeting, all powers to execute the formalities of legal publication.

1 NOTES SUR LES PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

1.1. NOTE SUR LES PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat de la BANK OF AFRICA - CÔTE D'IVOIRE (BOA-CÔTE D'IVOIRE) ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable Bancaire (PCB) applicables aux banques et établissements financiers des pays membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) qui est entré en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1996, ainsi qu'aux principes et méthodes comptables généralement admis dans la profession bancaire en Côte d'Ivoire.

1.2. MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS PAR RUBRIQUE

1.2.1 Comptabilisation des produits et charges bancaires

Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru au prorata temporis. Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de services sont enregistrées à la date de réalisation de l'opération.

1.2.2 Créances sur la clientèle

Conformément aux dispositions du plan comptable bancaire, les crédits à la clientèle sont ventilés suivant leur durée initiale définie comme suit :

CRÉDITS À COURT TERME	INFÉRIEUR À DEUX ANS
CRÉDITS À MOYEN TERME	ENTRE DEUX ET DIX ANS
CRÉDITS À LONG TERME	SUPÉRIEUR À DIX ANS

1.2.3 Provisions pour dépréciation des créances en souffrances

• Classification des créances en souffrance

Les crédits en souffrance comprennent les créances impayées ou immobilisées, les créances douteuses et litigieuses :

- Les créances impayées représentent les échéances impayées depuis 6 mois au plus et n'ayant pas fait l'objet de prorogation de terme ou de renouvellement.
- Les créances immobilisées représentent les échéances impayées depuis 6 mois au plus et dont le remboursement, sans être compromis, ne peut être effectué par le débiteur en raison d'obstacles indépendants de sa volonté.
- Les créances douteuses et litigieuses sont des créances présentant un risque probable ou certain de non recouvrement.

• Composition des créances douteuses et litigieuses

La BOA-CÔTE D'IVOIRE a changé de dénomination sociale en 1996 à la suite de la cession au profit du groupe AFRICAN FINANCIAL HOLDING (AFH) de 86 % du capital de l'UBCI-BANAFRIQUE représentant la participation de la BANORABE. Les engagements en souffrance figurant à l'actif du bilan de BOA-CÔTE D'IVOIRE comprennent les créances douteuses et litigieuses issues de l'ancienne gestion BANAFRIQUE ainsi que celles résultant de la nouvelle gestion de BOA-CÔTE D'IVOIRE.

• Règles de provisionnement des créances douteuses et litigieuses

Les créances en souffrance font l'objet d'une provision déterminée au cas par cas. L'instruction n° 94-05 du 16 août 1994 du plan comptable bancaire définit les règles minimales de provisionnement des risques en souffrance. Ces règles ont été modifiées à compter du 1^{er} janvier 2000 par l'instruction n° 2000/01/RB du 1^{er} janvier 2000.

1.2.4 Opérations en devises

Les positions de change sont évaluées aux cours de change officiels de fin de période. Tous les actifs et passifs libellés en monnaies étrangères et figurant au bilan sont donc évalués aux cours de change officiels en vigueur à la clôture de l'exercice. Les gains ou pertes de change latents ou définitifs, sont constatés à la fin de chaque période au compte de résultat en contrepartie des comptes de contre-valeur de position de change.



1.2.5 Comptabilisation des opérations d'encaissement

Les opérations d'encaissement pour lesquelles la Banque reçoit des valeurs (effets commerciaux, chèques, avis de prélèvement, titres et coupons) pour présentation au paiement, soit pour son compte, soit pour le compte de tiers, sont enregistrées conformément aux dispositions contenues dans l'instruction n° 94-14 du 16 août 1994 du plan comptable bancaire.

Les opérations d'encaissement concernent les effets commerciaux escomptés, les valeurs reçues à l'encaissement avec crédit immédiat et les valeurs reçues à l'encaissement et non disponibles.

Conformément aux dispositions contenues dans l'instruction n° 94-14 du 16 août 1994, les valeurs reçues à l'encaissement et non disponibles sont enregistrées dans des comptes de hors bilan.

1.2.6 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent les frais de développement informatique qui sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et font l'objet d'un amortissement sur une durée de 3 ans.

1.2.7 Immobilisation corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition selon le principe du coût historique. Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire, sur la base des taux suivants :

• MATÉRIEL ET OUTILLAGE D'EXPLOITATION	10 %
• MOBILIER D'EXPLOITATION	10 %
• MATÉRIEL DE TRANSPORT	33,33 %
• MATÉRIEL INFORMATIQUE	25 %
• AGENCEMENT, INSTALLATIONS	10 %
• MATÉRIEL ET MOBILIER DE LOGEMENT	10 %
• CONSTRUCTION	5 %

1.2.8 Provisions réglementées

Le montant de cette rubrique correspond à la provision spéciale pour risque afférent aux opérations de crédit à moyen et long terme dont la constitution est autorisée par l'article 6-III-C-F du Code Général des impôts. La Banque BOA-CÔTE D'IVOIRE a utilisé la faculté de comptabiliser cette provision depuis l'exercice clos le 31/12/1998.

Le montant de la dotation annuelle aux provisions fiscalement déductible est limitée à 5 % du bénéfice comptable et le montant global de la provision ne peut excéder 5 % du montant total de l'encours des crédits à long et moyen terme.

1.2.9 Titres de participation

Ils sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et font l'objet d'une dépréciation par rapport à leur valeur intrinsèque correspondant à la quote-part de l'actif net détenue.

2 OBSERVATIONS SUR LE BILAN

2.1. OPÉRATIONS AVEC LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Échéance	Au 31/12/2007*		Au 31/12/2008*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
DE 0 À 1 MOIS	36 915	45 379	39 764	51 157
DE 1 MOIS À 3 MOIS	0	0	600	1 486
DE 3 MOIS À 6 MOIS	0	0		1 007
DE 6 MOIS À 2 ANS	0	1 650		6 266
DE 2 ANS À 5 ANS	0	11 500		7 885
PLUS DE 5 ANS	0	0		6 386
TOTAL	36 915	58 529	40 364	74 187

2.2. OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

2.2.1 Classement des créances et des dettes avec la clientèle par échéance

Échéance	Au 31/12/2007*		Au 31/12/2008*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
DE 0 À 1 MOIS	63 004	74 424	75 887	94 544
DE 1 MOIS À 3 MOIS	4 507	4 266	4 524	3 759
DE 3 MOIS À 6 MOIS	7 056	11 243	3 807	4 714
DE 6 MOIS À 2 ANS	11 749	10 144	12 962	4 626
DE 2 ANS À 5 ANS	14 412	1 446	19 658	7 932
PLUS DE 5 ANS	3 266		10 383	3
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	3 144		5 727	
TOTAL	107 138	101 523	132 948	115 578

2.2.2 Classement des créances et des dettes avec la clientèle par agents économiques

Agents économiques	Au 31/12/2007*		Au 31/12/2008*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
PARTICULIERS	1 143	10 881	6 357	8 752
ENTREPRISES PRIVÉES	105 250	89 454	111 591	102 702
SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS	0	0	0	
ÉTAT ET ORGANISMES ASSIMILÉS	745	1 188	15 000	4 124
TOTAL	107 138	101 523	132 948	115 578

* En millions de F CFA



2.2.3 Détail des créances douteuses et provisions pour dépréciation

Nature	Au 31/12/2007*	Au 31/12/2008*
CRÉANCES IMPAYÉES OU IMMOBILISÉES		2 920
CRÉANCES DOUTEUSES	13 501	14 557
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	-11 263	-11 751
CRÉANCES DOUTEUSES NETTES	2 238	5 727

2.3. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Participation	Montant participation*		Capital*	Part BOA %
	Brut	Net		
DANS LES BANQUES ET ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS				
• ACTIBOURSE S.A.	46	46	350	13,14 %
• BANK OF AFRICA - BÉNIN	251	251	8 000	3,14 %
• BANK OF AFRICA - SÉNÉGAL	10	10	2 750	0,36 %
• BANK OF AFRICA - KENYA	923	923	6 817	13,54 %
• AFRIC INVEST	246	246	54 570	0,45 %
SOUS TOTAL	1 476	1 476		
DANS LES AUTRES SOCIÉTÉS				
• AISSA SARL	7	7	42	16,67 %
• SCI OLYMPE	90	90	400	22,50 %
• BOA GROUP S.A.	4	4	26 226	0,02 %
• SHBR	18	18	632	2,85 %
• CTMI	1	1	44	2,27 %
• AGORA SA	29	29	5 000	0,58 %
• DC/BR	20	20	1 482	1,35 %
• VISA	5	5		
SOUS TOTAL	174	174		
TOTAL PARTICIPATIONS	1 650	1 650		
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	1 650	1 650		

2.4. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Nature	Au 31/12/2007*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2008*
IMMOBILISATIONS BRUTES	419	17	0	436
AMORTISSEMENTS CUMULÉS	-329	-50	0	-379
TOTAL NET	90			57

2.5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Nature	Au 31/12/2007*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2008*
IMMOBILISATIONS BRUTES				
• IMMOBILISATIONS EN COURS	15	696	265	446
• IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	5 504	1 595	0	7 099
• IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION	0			0
• IMMOBILISATIONS PAR RÉALISATION DE GARANTIE	0			0
AMORTISSEMENTS				
• IMMOBILISATIONS EN COURS	0			
• IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	-2 019	-402		-2 421
• IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION	0			
TOTAL NET	3 500	1 889	265	5 124

2.6. AUTRES ACTIFS/PASSIFS

2.6.1 Autres actifs

Nature	Au 31/12/2007*	Au 31/12/2008*
DÉBITEURS DIVERS	2 086	155
VALEURS NON IMPUTÉES	1 739	47
VALEURS À L'ENCAISSEMENT	3 318	2 652
VALEURS À REJETER EN COMPENSATION	109	840
DÉPÔTS ET CAUTIONNEMENTS	74	77
STOCKS ET EMPLOIS DIVERS		
CRÉANCES RATTACHÉES	1 180	823
TOTAL	8 506	4 594

2.6.2 Autres passifs

Nature	Au 31/12/2007*	Au 31/12/2008*
DETTES FISCALES		
DETTES SOCIALES		
CRÉDITEURS DIVERS	684	552
DETTES RATTACHÉES	1 617	1 963
DIVERS	4 359	2 541
TOTAL	6 660	5 056

* En millions de F CFA



2.7. COMPTES D'ORDRE ET DIVERS

2.7.1 Actif

Compte d'ordre et divers actif	Au 31/12/2007*	Au 31/12/2008*
CHARGES COMPTABILISÉES D'AVANCE	93	339
PRODUITS À RECEVOIR	198	1 353
DIVERS	238	199
TOTAL	529	1 891

2.7.2 Passif

Compte d'ordre et divers passif	Au 31/12/2007*	Au 31/12/2008*
CHARGES À PAYER	344	349
PRODUITS PERÇUS D'AVANCE	1 171	524
DIVERS	232	22
TOTAL	1 747	895

2.8. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Nature	Au 31/12/2007*	Au 31/12/2008*
CHARGES DE RETRAITE		
ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE		58
PERTES ET CHARGES		159
TOTAL		217

2.9. CAPITAUX PROPRES

2.9.1 Détail des capitaux propres

Nature	Montant au 31/12/2007*	Affectation du résultat*	Autres mouvements*	Montant au 31/12/2008*
F.R.B.G.	548	0	0	548
PRIMES LIÉES AU CAPITAL	0		160	160
RÉSERVES LÉGALES	708	320		1 028
RÉSERVES RÉGLEMENTÉES	3	0		3
AUTRES RÉSERVES	1 474	1 050	-380	2 144
CAPITAL SOCIAL	3 800		700	4 500
FONDS AFFECTÉS (PRÊTS SUBORDONNÉS)		0		0
FONDS BLOQUÉS D'ACTIONNAIRES	0	0		0
REPORT À NOUVEAU	4	5		8
RÉSULTAT 2007	2 135	-2 135		0
RÉSULTAT 2008	0		2 400	2 400
TOTAL	8 672	-760	2 880	10 791

2.9.2 Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux

Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux a été doté comme suit (en millions de F CFA, par année de dotation) :

Année	Montant
2006	88
2007	25
2008	0
SOIT AU 31/12/2008	113

2.9.3 Informations sur le capital

Le capital de la BANK OF AFRICA - CÔTE D'IVOIRE s'élève à 4 500 millions de F CFA.

Il est composé de 4 500 titres d'une valeur nominale de 10 000 F CFA.

La structure de l'actionariat est la suivante :

Actionnaires	Structure
BOA GROUP S.A.	74,00 %
BANK OF AFRICA - BÉNIN	2,90 %
ATTICA SA	3,70 %
ACTIONNAIRES NATIONAUX	12,00 %
AUTRES ACTIONNAIRES	7,40 %

3 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Nature	Au 31/12/2007*	Au 31/12/2008*
ENGAGEMENTS DONNÉS	20 428	21 691
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	3 908	3 498
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		0
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	3 908	3 498
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	16 520	18 193
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	2 008	2 898
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	14 512	15 295
ENGAGEMENTS REÇUS	103 713	112 135
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	0	0
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	0	0
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE	0	0
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	103 713	112 135
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	33 143	36 328
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE	70 570	75 807
ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0

* En millions de F CFA



4 OBSERVATIONS SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

4.1. INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS

Nature	Au 31/12/2007*	Au 31/12/2008*
SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES	1 283	590
• À VUE	142	211
• À TERME	1 141	379
SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	8 747	12 277
• CRÉANCES COMMERCIALES	777	960
• AUTRES CRÉDITS À COURT TERME	1 109	2 510
• COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS	4 063	4 851
• CRÉDITS À MOYEN TERME	2 770	3 170
• CRÉDITS À LONG TERME	28	786
TOTAL	10 030	12 867

4.2. INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES

Nature	Au 31/12/2007*	Au 31/12/2008*
SUR DETTES INTERBANCAIRES	2 240	4 309
• À VUE	289	281
• À TERME	1 951	4 028
SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE	2 486	2 817
• À VUE	354	399
• À TERME	2 132	2 418
TOTAL	4 726	7 126

4.3. COMMISSIONS

Nature	Au 31/12/2007*	Au 31/12/2008*
COMMISSIONS PERÇUES (PRODUITS)	2 100	2 141
• SUR OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES	70	6
• SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	2 030	2 135
COMMISSIONS VERSÉES (CHARGES)	-132	-88
• SUR OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES	-111	-60
• SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	-21	-28

4.4. FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION

4.4.1 Frais de personnel

Nature	Au 31/12/2007*	Au 31/12/2008*
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1 246	1 454
CHARGES SOCIALES	295	326
TOTAL	1 541	1 780

4.4.2 Autres frais généraux

Nature	Au 31/12/2007*	Au 31/12/2008*
IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS	346	549
REDEVANCE DE CRÉDIT-BAIL	56	113
LOYERS	238	232
ENTRETIEN ET RÉPARATIONS	162	144
PRIMES D'ASSURANCE	54	63
INTERMÉDIAIRES ET HONORAIRES	842	930
PUBLICITÉ, PUBLICATIONS ET RELATIONS PUBLIQUES	248	207
DÉPLACEMENTS MISSIONS ET RÉCEPTIONS	67	49
FRAIS POSTAUX ET FRAIS DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	264	290
ACHATS NON STOCKÉS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES	288	322
JETONS DE PRÉSENCE	42	67
MOINS-VALUES DE CESSIONS	2	0
AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX	229	313
TOTAL	2 838	3 278

4.5. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS

Nature	Au 31/12/2007*	Au 31/12/2008*
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS		
• DES IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	444	452
• DES IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION		
REPRISES		
TOTAL	444	452

4.6. SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN

Nature	Au 31/12/2007*	Au 31/12/2008*
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE	2 132	2 729
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF	98	83
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	85	165
PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	617	735
REPRISES DE PROVISIONS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE	-1 129	-2 241
REPRISES DE PROVISIONS SUR AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF	-5	-63
REPRISES DE PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	-45	-61
RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES		0
TOTAL	1 753	1 347

* En millions de F CFA



5 AUTRES INFORMATIONS

5.1. EFFECTIFS MOYENS

Catégories	Au 31/12/2007	Au 31/12/2008
CADRES EXPATRIÉS	3	3
CADRES LOCAUX	35	45
GRADÉS	59	71
EMPLOYÉS	32	27
PERSONNEL NON BANCAIRE	5	5
PERSONNEL TEMPORAIRE	0	0
TOTAL	134	151

5.2. CONTREVALEUR DES COMPTES EN DEVISES

Nature	Au 31/12/2007*	Au 31/12/2008*
ACTIF		
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE	5 037	7 335
• BILLETS ET MONNAIES	215	297
• CORRESPONDANTS BANCAIRES	4 817	7 038
VALEURS A L'ENCAISSEMENT ET DIVERS	5	47
PASSIF		
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE	0	0
• CORRESPONDANTS BANCAIRES	0	0
• REFINANCEMENTS	0	0
• AUTRES SOMMES DUES	0	0
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	0	0
• COMPTES ORDINAIRES	0	0

5.3. AFFECTATION DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2008 (EN F CFA)

Nature	
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2008	2 400 352 230
REPORT À NOUVEAU DE L'EXERCICE 2007	8 492 380
TOTAL À RÉPARTIR	2 408 844 610
RÉSERVE LÉGALE (15 % DU RÉSULTAT)	360 052 835
DIVIDENDE (25 % DU CAPITAL)	1 125 000 000
RÉSERVES FACULTATIVES	920 000 000
NOUVEAU REPORT À NOUVEAU	3 791 775
TOTAL RÉPARTI	2 408 844 610

6 RÉSULTAT DES CINQ DERNIERS EXERCICES

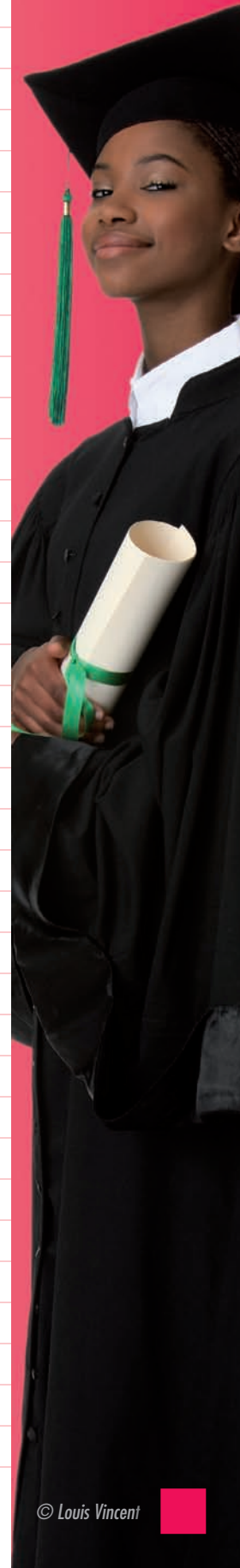
Nature	2004	2005	2006	2007	2008
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
• CAPITAL SOCIAL*	2 500	2 500	3 000	3 800	4 500
• NOMBRE DES ACTIONS ORDINAIRES EXISTANTES	250 000	250 000	300 000	380 000	450 000
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE*					
• CHIFFRE D'AFFAIRES	9 841	10 577	11 481	14 092	17 424
• BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	3 330	3 321	3 740	4 544	4 273
• IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	318	205	193	188	74
• BÉNÉFICE APRÈS IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	643	729	1 332	2 135	2 400
RÉSULTATS PAR ACTION**					
• APRÈS IMPÔTS, AVANT AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	12 048	12 464	11 823	11 463	9 331
• APRÈS IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	2 572	2 918	4 440	5 618	5 333
PERSONNEL					
• EFFECTIF MOYEN DES SALARIÉS PENDANT L'EXERCICE	92	114	118	134	151
• MONTANT DE LA MASSE SALARIALE DE L'EXERCICE*	850	834	988	1 246	1 454
• SOMMES VERSÉES AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX*	76	200	216	297	326

* En millions de F CFA

** En F CFA

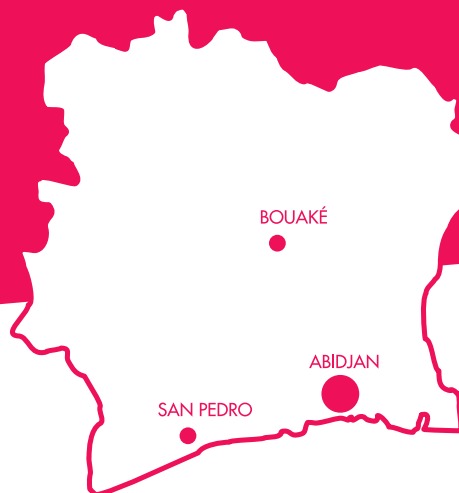
Notes

Lined writing area with 25 horizontal red lines.



BANK OF AFRICA - CÔTE D'IVOIRE

Abidjan Plateau, Angle Avenue Terrasson de Fougères et Rue Gourgas
01 BP 4132 – Abidjan 01 – CÔTE D'IVOIRE
Tél. : (225) 20 30 34 00 – Fax : (225) 20 30 34 01
Swift : AFRICIAB – Email <information@boacoteivoire.com>
www.boacoteivoire.com



AGENCES ABIDJAN / ABIDJAN BRANCHES

■ AGENCE CENTRALE

Plateau, Angle Avenue Terrasson de Fougères et Rue Gourgas
01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 20 30 34 00 – Fax : (225) 20 30 34 01

■ AGENCE ELITE

Plateau, Angle Avenue Terrasson de Fougères et Rue Gourgas
01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 20 30 34 00 / 12 – Fax : (225) 20 30 34 01

■ ADJAME

Adjamé Sud, Rue du Commissariat
01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 20 30 12 30 à 32 – Fax : (225) 20 30 12 33

■ BIETRY

Boulevard de Marseille – 01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 21 35 18 39 à 42 – Fax : (225) 21 35 18 43

■ COMMERCE

Avenue du Général de Gaulle, Immeuble Nabil
01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 20 33 13 90 – Fax : (225) 20 33 23 98

■ MARCORY

Rue de la Paix – 01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 21 21 79 90 à 98 – Fax : (225) 21 21 79 99

■ II PLATEAUX

Rue des Jardins – 01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 22 52 75 35 à 38 – Fax : (225) 22 52 75 39

■ VRIDI

Rue des Pétroliers – 01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 21 21 80 20 à 23 – Fax : (225) 21 21 80 24

■ ZONE 4

Rue Pierre et Marie Curie – 01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 21 75 19 11 à 19 – Fax : (225) 21 75 19 10

AGENCES REGIONALES / REGIONAL BRANCHES

■ BOUAKE

Quartier Commerce, en face de la RAN – 01 BP 4132 Abidjan 01
Tél. : (225) 31 65 92 20 – Fax : (225) 31 65 92 24

■ SAN PEDRO

Boulevard de la République – 01 BP 11 – San Pedro
Tél. : (225) 34 71 73 50 à 55 – Fax : (225) 34 71 73 51